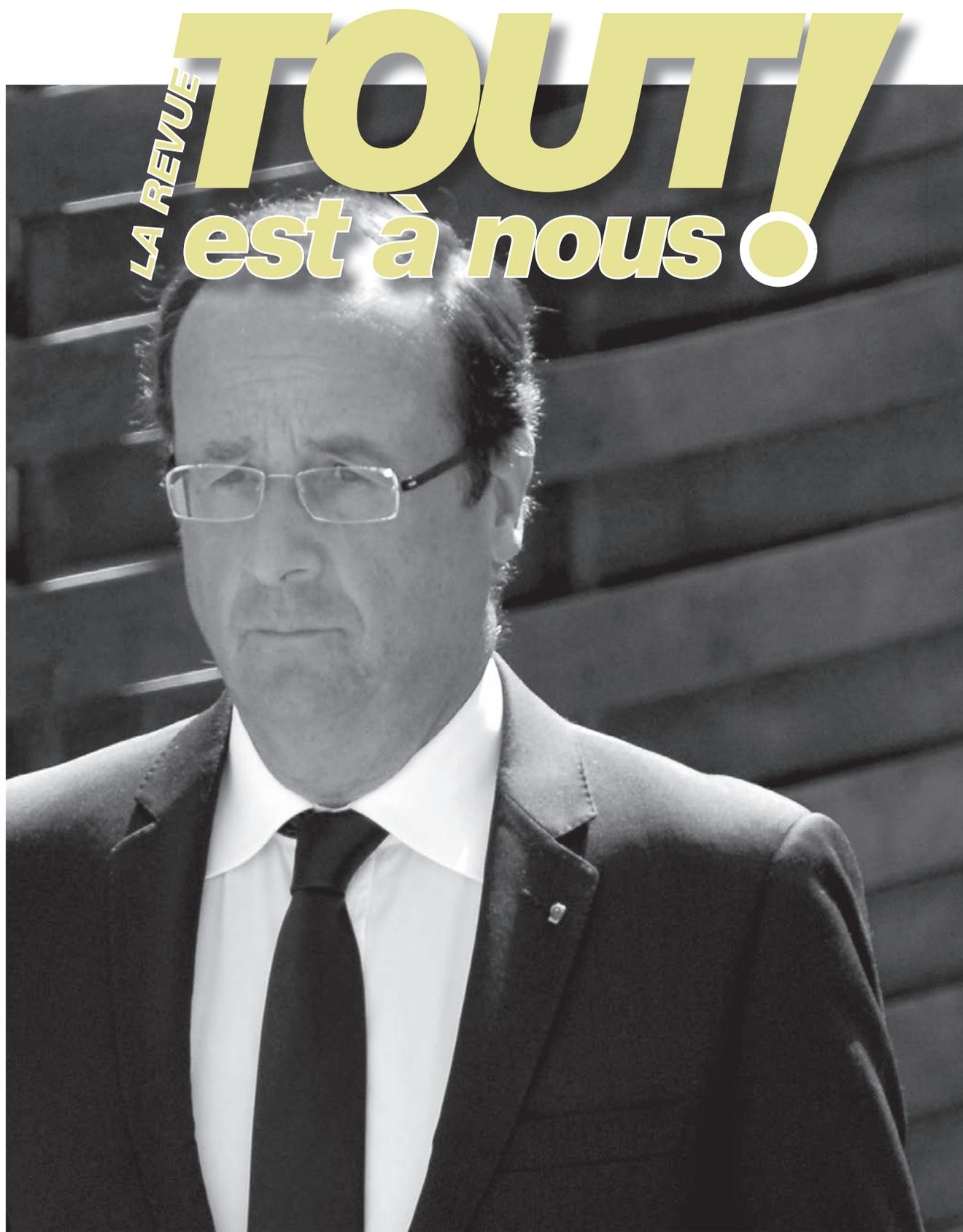


JANVIER 2013

N°39
4€

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



DOSSIER
**AUSTÉRITÉ, RÉPRESSION
ET CASSE DES ACQUIS
SOCIAUX**

SOMMAIRE

Jean-Philippe Divès Editorial *Union européenne: colmatages sur le dos des peuples* P3

ACTU

Claude Larrieu Pays Basque *La politique liberticide de la France et de l'Espagne* P4

Jean-Philippe Divès L'UMP *entrée en crise existentielle* P7

Yanis Kastanos Grèce *Les plans d'austérité continuent, les résistances aussi* P9

Au Loong Yu, Terry Conway Chine *«La bureaucratie a privatisé l'Etat»* P12

DOSSIER

Yann Cézard La trahison *et la brèche* P15

Henri Wilno Budget *L'austérité pour cinq ans* P16

Jihane Halsanbe Répression *Valls mène la danse* P19

Yann Cézard Négociations *Vers une «flexisécurité» à la française?* P21

Commission nationale écologie du NPA Une transition énergétique *qui n'en a que le nom* P24

Déchets nucléaires *ou l'avenir radieux empoisonné* P24

REPÈRES

Régis Louail De la crise *de l'automobile à la casse des acquis sociaux* P25

EN DEBATS

Robert Pelletier, Henri Wilno Nationaliser Florange? *Chiche! Mais vraiment, et avec tous les emplois!* P29

LECTURES

Franck Gaudichaud Lumières et ombres *du processus bolivarien* P31

CULTURE

Gilles Bounoure Expo/Cinéma *Jan Švankmajer, la survie devant soi* P34

Expo *La Résistance en art* P35

© Photothèque Rouge / Romain Hingant

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue: contact-revue@npa2009.org

AVERTISSEMENT

Comme il est de règle, les articles signés sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs.

UNION EUROPÉENNE

COLMATAGES SUR LE DOS DES PEUPLES

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

« Les conditions d'une sortie de crise de la zone euro sont réunies (...) Les résultats sont là, la confiance peut revenir (...) Si on m'avait dit au mois de mai que nous aurions pu aller aussi vite, j'aurais été le premier surpris » s'exclamait, ravi, François Hollande à l'issue du sommet européen des 13 et 14 décembre. Cet optimisme est pourtant loin d'être partagé.

Car si l'UE et l'euro ont résisté à l'annus horribilis 2012, les nuages menaçants continuent de s'amonceler. Alors que la majeure partie du continent s'enfonce dans la récession, la crise de la dette peut rebondir à tout moment. Le Portugal et l'Espagne pourraient vite être contraints de demander à leur tour des aides financières massives, à côté desquelles les versements à la Grèce feraient figure de pourboire. Le Royaume-Uni prend de plus en plus de distances avec le continent et semble envisager sérieusement une sortie de l'UE. La crise avive les tendances séparatistes au point de menacer la structure étatique de l'Espagne, du Royaume-Uni et de la Belgique. Quant au dernier sommet européen, loin des proclamations hollandistes comme des annonces claironnantes l'adoption « d'une feuille de route pour l'achèvement de l'Union économique et monétaire, sur

la base d'une intégration plus approfondie et d'une solidarité renforcée », il n'a en réalité accouché que de mesures minimales. Principalement, un dispositif de surveillance communautaire des plus grandes banques, dont la tutelle passe ainsi des banques centrales nationales à la Banque centrale européenne. C'était la condition posée pour procéder dès l'an prochain au renflouement des banques qui en feront la demande. Et de cette façon, la Troïka étend son contrôle sur toutes les économies de l'Union. Tout ce qui irait dans le sens d'un peu de solidarité a en revanche été écarté. Le Figaro souligne que « le projet initialement élaboré (...) a été vidé de sa substance (...) Exit l'ébauche d'un budget propre à la zone euro. Gommée l'esquisse d'un fond européen d'assurance anticrise. Rayée l'idée d'une émission de dette en commun [les fameux eurobonds]. Disparu, le calendrier de mise en place sur trois ans. » Seule a été retenue la possibilité d'« accords contractuels » entre Etats membres et institutions de l'UE, prévoyant des « incitations financières » en échange de « réformes structurelles » – c'est-à-dire de nouvelles mesures de déréglementation et de casse des droits sociaux. La première à en « bénéficier » devrait être l'Espagne, qui est invitée à aller plus loin dans le démantèlement de son droit du travail.

L'autre décision notable a été le déblocage de la tranche de 34,4 milliards d'euros « d'aide » à la Grèce, consécutif aux assurances données après l'adoption du « mémorandum 3 » qui aggravera encore la catastrophe sociale (voir article page 9). L'UE colmate ses brèches en avançant toujours plus dans la contre-réforme.

Le pire est que notre président « socialiste » non seulement s'accommode de ces pratiques, mais les trouve même parfaites. « L'union politique, c'est après, c'est l'étape qui suivra l'union budgétaire, l'union bancaire, l'union sociale. Elle viendra donner un cadre démocratique à ce que nous aurons réussi de l'intégration solidaire », assure-t-il. Enlevez le baratin « social » et « solidaire » et il reste la réalité : sauvons les banques et imposons l'austérité, pour le reste on verra. Et qu'importe le total déni de démocratie ! Les classes ouvrières, les peuples d'Europe ont engagé la résistance. Elle se concentre aujourd'hui en Grèce, en Espagne et au Portugal, où se sont succédés les grèves générales et d'immenses manifestations. Si ces mobilisations n'ont pas encore réussi à arracher des victoires, même partielles, c'est d'abord qu'il leur manque un programme et des perspectives claires, ainsi que de nouvelles directions. Mais un autre facteur nécessaire

fait également défaut : la généralisation des luttes à l'échelle européenne. Et de ce point de vue, la France est en retard. Alors nous savons quel sera en 2013 notre premier devoir internationaliste et européen : faire le maximum afin de faciliter, développer les luttes contre le gouvernement, le patronat et la Troïka, tout en construisant l'outil politique indispensable afin de mener ce combat. □

© Wikimédias Commons / Siège de la BCE à Francfort



PAYS BASQUE

LA POLITIQUE LIBERTICIE

Le 17 octobre 2011, la conférence internationale de paix d'Aiete, au Pays Basque sud (en Espagne), s'est achevée par une déclaration comportant deux points essentiels. D'une part, elle invitait l'ETA à «*déclarer publiquement l'arrêt définitif de toute action armée*». D'autre part, elle encourageait les États espagnol et français à «*consentir à l'ouverture d'un dialogue*». Organisée à San Sebastián (Donostia en basque), elle a rassemblé des personnalités comme Kofi Annan, Gerry Adams, président du parti Sinn Féin d'Irlande du Nord, Jonathan Powell, ancien chef de cabinet de Tony Blair, et nombre de représentants d'organisations politiques, syndicales et associatives. Trois jours après, l'ETA répondait positivement. Une nouvelle donne prenait forme au Pays Basque, bien que de façon totalement unilatérale, puisque les deux États impliqués n'ont pas, à ce jour, amorcé la moindre ouverture.

Ce n'est pas un hasard si la conférence d'Aiete a eu lieu. Elle a été longuement préparée puis organisée par Lokarri, association du Pays Basque qui œuvre pour la paix et le dialogue. Et il ne faut pas oublier que la gauche indépendantiste s'est investie activement dans la résolution politique et pacifique du conflit depuis déjà plusieurs années, après un tournant marqué par le meeting d'Anoeta en 2004, toujours à San Sébastián. Pour le moment, le mouvement *abertzale*¹ a donc tourné la page de la lutte armée au Pays Basque. Mais pour les États, rien n'a changé. La répression continue et les lois d'exception sont toujours appliquées.

ACHARNEMENT JUDICIAIRE

Arnaldo Otegi, dirigeant de Batasuna², est incarcéré depuis octobre 2009 en Espagne, condamné à dix ans de prison, depuis réduits à six, pour avoir tenté de reconstituer la direction de son parti. La justice

espagnole continue à appliquer la doctrine Parot – du nom de sa première victime, le militant d'ETA Unai Parot –, laquelle permet la non-application des remises de peine et le maintien maximum en prison (trente ans). Atteint d'un cancer en phase terminale, le militant d'ETA Iosu Uribetxebarria a dû entamer une grève de la faim dans sa cellule, suivi par nombre de *presos*³ et soutenu par des manifestations quotidiennes dans tout le Pays Basque, pour être finalement libéré le 12 septembre dernier.

Les arrestations de militant-e-s présumé-e-s de l'ETA se poursuivent, de même que les expulsions de réfugiés que l'Etat français continue à remettre à Madrid, sous Hollande, comme sous Sarkozy. Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, mène avec le gouvernement espagnol la croisade contre un terrorisme qui n'existe plus. Le 25 novembre dernier, l'ETA a proposé aux États espagnol et français de discuter du regroupement des *presos* au Pays Basque ainsi que du démantèlement de sa structure militaire, en affirmant être prête, dans ce cadre, à se dissoudre. Le gouvernement espagnol y a opposé encore une fois une fin de non-recevoir, refusant tout dialogue avec une organisation «terroriste» et exigeant la dissolution sans condition. Il souhaiterait la reprise des attentats qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Manuel Valls suit cette position à la virgule près, en rajoutant même quant au niveau répressif.

DOUZE ANS DE PRISON POUR DEUX MEETINGS

Aurore Martin, dirigeante de Batasuna, était sous le coup d'un mandat d'arrêt européen (MAE), prononcé par l'*Audiencia Nacional*⁴ espagnole et validé par la Cour de cassation en décembre 2010. Rappelons les accusations portées contre elle : avoir tenu des meetings au Pays Basque sud, en 2006 et 2007, et s'être exprimée dans un journal en tant que militante de Batasuna. Précisons que ses interventions avaient pour fond la

Alors que les organisations basques ont abandonné la lutte armée au profit de la mobilisation et du débat publics, les États français et espagnol maintiennent de concert une politique de répression aveugle, au mépris des libertés démocratiques. Comme en témoigne l'arrestation d'Aurore Martin.

SCIDE DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE

PAR CLAUDE LARRIEU

résolution du conflit puisqu'intervenant après le virage de Batasuna dans ce sens. Aurore est passée à la clandestinité pendant six mois. Le 21 juin 2011, grâce à l'intervention de militants, elle a pu être arrachée des mains des policiers antiterroristes français venus l'arrêter à Bayonne. Depuis, elle a vécu et milité au grand jour, jusqu'au 1^{er} novembre dernier, où elle a été arrêtée par la gendarmerie, près de Mauléon, petite ville du Pays Basque nord (en France) où elle habite. Quelques heures après, elle était livrée à la police espagnole et envoyée à Madrid, où elle risque douze ans de prison. Elle est aujourd'hui incarcérée à Soto del Real, près de Madrid, sous le régime d'exception antiterroriste : les seules visites autorisées sont celles de ses parents directs ou de son avocate, qui ne peut lui parler que par téléphone derrière les barreaux ; elle n'a droit qu'à deux heures de promenade par jour, etc. C'est le quotidien de bien des *presos*, dont le nombre est aujourd'hui de 624, dont 137 dans les prisons françaises.

Ce que le duo Sarkozy-Guéant n'avait finalement pas osé faire, le duo Hollande-Valls l'a fait : appliquer, pour la première fois, le MAE à une militante politique de nationalité française, pour des faits non répréhensibles sur le territoire français. Il faut bien mesurer l'impact de cette extradition : elle ouvre la voie à l'application du MAE à des militants politiques ou syndicaux dans un contexte de crise marqué par une montée des luttes en Europe, qui inquiète tous les gouvernements. Le combat pour la libération immédiate d'Aurore Martin doit s'accompagner de celui pour l'abrogation du MAE.

Manuel Valls avance le « caractère fortuit » de l'arrestation d'Aurore, mais les soutiens de la militante ont, au contraire, montré le caractère bien préparé de l'opération. Christiane Taubira, la ministre de la Justice, se réfugie derrière « une opération

de juge à juge », le MAE fonctionnant ainsi. Ils ne pouvaient rien faire, disent-ils. Qui va les croire et qui va croire que Matignon et l'Élysée n'ont pas donné le feu vert dans une affaire aussi sensible et qui ne date pas d'aujourd'hui ? François Hollande était tout à fait au courant du cas d'Aurore. Interrogé lors d'un passage au Pays Basque en juillet 2011, il avait avancé « le principe de clémence » envers la militante *abertzale*. Il est vrai que se profilait la campagne présidentielle, puis les législatives, et les voix *abertzale* ont un certain poids (autour de 10% de l'électorat).

Les faits sont là : le gouvernement « socialiste » applique une mesure liberticide, montrant une fois de plus que, dans le domaine des libertés démocratiques comme dans celui de l'économique et du social, il est bien du côté de l'ordre capitaliste. Sa politique ne se distingue guère de celle de la droite et l'amène du reste à suivre pas à pas celle du gouvernement de Mariano Rajoy⁵ sur la question basque.

SUCCÈS ÉLECTORAL POUR LES INDÉPENDANTISTES

Au fond, le gouvernement espagnol redoute d'être obligé de concéder ce droit démocratique qui a toujours été refusé au peuple basque : le droit à l'autodétermination, le droit de choisir son destin. Après neuf ans d'interdiction de Batasuna, la coalition indépendantiste Bildu a pu se présenter aux élections locales de mai dernier dans l'État espagnol et a raflé près de 1 000 sièges de conseillers municipaux, gagnant la mairie de San Sebastián, capitale de la province de Guipúzcoa. Lors du renouvellement du parlement de la Communauté autonome basque, en octobre, Bildu a obtenu 21 sièges de députés pour 25% des voix, un résultat jamais atteint antérieurement. En ajoutant les 27 sièges du PNV (Parti national basque, de droite), les nationalistes sont largement majoritaires (48 sièges

sur 70). Le gouvernement espagnol poursuit cependant la répression, main dans la main avec le gouvernement français. Les deux États refusent le moindre geste positif à l'égard des *presos*, gravissant même un échelon supplémentaire avec l'extradition Aurore Martin.

Suite à son arrestation, la condamnation a été unanime au Pays Basque nord. Un appel adressé à François Hollande demande « la libération immédiate d'Aurore, la prise en compte des changements intervenus ces derniers mois au Pays Basque, une réponse positive aux recommandations de la conférence de paix d'Aiete et de faciliter le déroulement du processus de paix en cours ». L'appel a été largement signé par des élus de tous bords, du PS jusqu'à quelques-uns du Modem et de l'UMP, en passant par ceux du PCF ou d'EELV, sans compter bien évidemment les *abertzale*. La Ligue des droits de l'Homme (LDH) l'a présenté au niveau national, lors d'une conférence de presse à Paris le 26 novembre, avec des élus du Pays Basque et des représentants d'organisations politiques, dont Olivier Besancenot. Il est signé massivement sous forme de pétition⁶.

DES SOUTIENS ÉLARGIS

Il est important de rappeler que la plupart des grandes organisations du mouvement ouvrier traditionnel n'ont jamais reconnu le conflit basque dans l'État français, ce qui a toujours rendu difficile les actions de solidarité. Le cas d'Aurore est donc une exception. Cet appel démocratique n'en est ainsi que plus important puisque, pour la première fois, il élargit considérablement les soutiens. C'est d'autant plus indispensable, vu le blocage des États. La lutte pour l'obtention des droits démocratiques au Pays Basque est longue. Mais le mouvement civil se structure. Ainsi, le collectif anti-MAE a donné naissance à Bake Bidea⁷, le chemin de la paix en

basque. Ce mouvement large regroupe des membres d'organisations politiques, syndicales, associatives ainsi que des élu-e-s. Il impulse le débat et la mobilisation autour de la résolution du conflit basque. Il a organisé un forum, à Bayonne, le 15 décembre, auquel ont participé des personnalités comme Brian Currin, avocat sud-africain et médiateur dans les processus de paix en Afrique du Sud et en Irlande du Nord, ainsi que des représentants de nombreuses organisations. Herrera⁸, le mouvement de soutien aux prisonnier-e-s et réfugié-e-s politiques basques, a organisé une manifestation le 10 novembre dernier, toujours à Bayonne, pour le respect des droits des *presos*, avec comme revendications immédiates: leur regroupement au Pays Basque, la libération des malades et des conditionnables... 15000 personnes ont répondu à l'appel. Du jamais vu. Le mot d'ordre le plus repris était «*Presoak etxerat, Amnistia Osoa*», «*les prisonniers à la maison, amnistie totale*». Nombre d'élus et de représentants d'organisations politiques et syndicales, parmi lesquels Philippe Poutou, tenaient la banderole qui venait en tête du cortège, derrière les familles portant les photos des *presos*. Le NPA a distribué de nombreux tracts et autocollants bilingues basque-français, appelant à la libération immédiate d'Aurore Martin, au respect des droits des prisonnier-e-s politiques basques, à leur libération et à l'abrogation du MAE. Une nouvelle manifestation est prévue à Bilbao, au Pays Basque sud, le 12 janvier. Elle s'annonce d'ores et déjà comme un succès. Seule la poursuite de la mobilisation permettra que soient satisfaites les revendications démocratiques du peuple basque, en particulier les deux exigences centrales que sont l'amnistie et le droit à l'autodétermination. Le combat continue, et les révolutionnaires y ont toute leur place. □

1. Abertzale: nationaliste basque.
2. Batasuna: parti de la gauche indépendantiste basque, interdit dans l'Etat espagnol, pas dans l'Etat français, où il a pignon sur rue et se présente aux élections.
3. Presos: prisonniers politiques basques.
4. Audiencia Nacional: haut tribunal espagnol en charge des affaires de terrorisme.
5. Mariano Rajoy: ancien secrétaire général du Parti populaire (droite) et actuel président du gouvernement espagnol.
6. Pétition à signer en ligne sur www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2012N31490
7. Voir le site www.bakebidea.com
8. voir le site <http://herrira.org>

« L'ensemble du NPA prend la mesure de l'attaque contre une militante politique »

Suite à son arrestation sur le territoire français, le NPA a souhaité apporter son soutien à Aurore Martin. Voici le courrier que lui ont envoyé les membres du comité exécutif.

« Montreuil, le 14 novembre 2012

Chère camarade, chère amie,

Tout d'abord, nous t'apportons notre soutien et notre affection face à la répression dont tu es victime en raison de ton engagement pour la défense du Pays Basque, pour son droit à décider et à vivre en paix. Il est grand temps que le peuple basque puisse décider de son avenir, il est grand temps que les Etats espagnol et français arrêtent de régler militairement un conflit politique qui ne trouvera de solution que par la voix politique.

Ironie de l'histoire, c'est un gouvernement à majorité socialiste qui aura fait le choix de t'extrader et d'appliquer ce mandat d'arrêt européen que nous avons combattu et combattions ensemble. C'est le même Hollande, qui parlait de « clémence » en campagne électorale, qui aujourd'hui envoie à une condamnation certaine une militante politique, entre les bras de la répression d'Etat de l'Audiencia Nacional, qui plus est pour des faits non répréhensibles en France.

Mais il semblerait qu'il ne soit pas si facile de briser votre résistance et celles de vos militants. Pour preuve, cette lâcheté de la part de ceux qui t'ont extradée qui consiste à nier leur implication dans cette décision. La quasi-unanimité des élus du Pays Basque nord exige ta libération. La manifestation du 10 novembre, à Bayonne, pour exiger que tu sois libre et défendre les droits des *presos*, a été une mobilisation historique. Plus de 14 000 personnes d'après la police, cela veut tout dire sur le succès de cette initiative. Ironie de l'histoire c'est peut-être la question basque qui va être la première grande crise de ce gouvernement Hollande-Ayrault.

Tu risques 12 ans de prison, et plusieurs années de préventive avant que ton procès n'ait lieu... Nous ne pouvons trouver les mots pour exprimer la colère et l'injustice que nous ressentons. Mais saches que l'ensemble du NPA prend la mesure de l'attaque contre une militante politique, un parti, des idées, un combat. Nous tenterons de participer à toutes les initiatives unitaires ou non, au nord comme au sud des Pyrénées, qui permettront de faire avancer ton combat pour le droit à décider du Pays Basque et obtenir ta libération comme celle de l'ensemble des *presos*.

Nous espérons que tu preserves, autant que possible, cette détermination calme et joyeuse que nous avons pu partager lors de notre dernière université d'été et ferons tout notre possible pour que tu puisses participer à la prochaine en femme libre du Pays Basque.

Salutations anticapitalistes et révolutionnaires.

Le comité exécutif du NPA »



© DR / Manifestation du 10 novembre 2012 à Bayonne

L'UMP EN CRISE EXISTENTIELLE

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Difficile de ne pas se divertir au spectacle des déchirements tragicomiques du parti ex-présidentiel... En même temps, cette crise pourrait bien modifier en profondeur le champ politique à droite ; et une des grandes bénéficiaires, s'appeler Marine Le Pen.

« **L**a crise va s'approfondir », écrivions-nous à propos de l'UMP au lendemain de la défaite de Sarkozy¹. Personne n'imaginait pourtant l'incroyable scénario de l'affrontement Copé-Fillon, avec son accumulation d'accusations de fraude, insultes et coups tordus, débouchant sur une scission du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. De même était-il difficile de concevoir que cette crise échappe à tout contrôle, à tel point que même Sarkozy, après Juppé, ne parvienne pas à imposer sa « médiation ». On a donc vu se développer et agir pleinement les facteurs de crise qui apparaissaient dès avril-mai 2012. Ce qui a débouché sur une situation faisant surgir, ou révélant, des fractures qui posent de nouveaux problèmes.

BONAPARTISME SANS BONAPARTE

Après Chirac, Sarkozy s'était emparé de l'UMP corps et âme. Logiquement, l'un des déclencheurs de la crise a donc été sa mise en retrait sans successeur désigné. L'UMP reste en effet un parti verticaliste, accoutumé à suivre les yeux fermés un sauveur, un chef ne pouvant être que le président en exercice ou le candidat à la présidence de la République. Les tentatives d'en faire une formation de droite plus proche des normes de la démocratie bourgeoise, sur le modèle des partis de droite d'autres pays européens (de l'Union chrétienne démocrate d'Angela Merkel au Parti conservateur d'un David Cameron qui défend le mariage gay), ont fait long feu. Le fait qu'avant le scrutin, les divergences de fond aient été simplement tues, tout se centrant sur les personnalités des impétrants (notamment lors du débat télévisé Copé-Fillon), illustre cette culture de « parti godillot ». Ainsi, après le départ soudain de son chef, l'UMP s'est retrouvée comme un corps sans tête, un bonapartisme sans bonaparte.

Dès lors, toutes les ambitions étaient libres de se déchaîner, et elles n'ont pas manqué de le faire. La compétition s'est vite trouvée polarisée entre l'ex-premier ministre de Sarkozy et le secrétaire général de son parti, qui se partageaient l'essentiel des soutiens des parlementaires et des responsables locaux. Mais le second a pu s'appuyer en outre sur l'appareil central, qu'il contrôlait et qui l'a déclaré vainqueur. Les deux prétendants ont aujourd'hui perdu beaucoup de leur aura parmi les militants et dans l'électorat de droite. Mais leur affaiblissement ne fait que préparer de nouveaux affrontements.

D'autres en effet sont aux aguets. Se référant aux candidats écartés lors de la phase des parrainages (Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet, Xavier Bertrand...), l'éditorialiste Françoise Fressoz note sur son blog du Monde : « *En deux semaines, les non alignés ont changé de statut. Au début de la guerre Fillon-Copé, ils se voulaient casques bleus, aujourd'hui ils ressemblent plutôt à des piranhas. Convaincus que leurs aînés sont durablement discrédités, ils veulent leur part du gâteau. MM. Fillon et Copé sont prévenus : plus ils tardent à s'entendre, plus leur autorité sur le mouvement s'affaiblit.* »² Autrement dit, la guerre des chefs n'en est qu'à ses débuts.

LE DÉBAT SUR LA DROITISATION

L'autre déclencheur a été le résultat du second tour présidentiel, plus serré que beaucoup ne l'attendaient. Du fait de ce résultat, aucun argument définitif n'a pu être avancé pour tenter de résoudre la divergence, apparue pendant la campagne présidentielle, sur son caractère ultra droitier, draguant ouvertement les électeurs du FN. La « stratégie de droitisation » inspirée par Patrick Buisson, conseiller de Sarkozy, l'avait-elle conduit à la défaite, ou bien grâce à elle n'était-on passé

qu'à un cheveu de la victoire ? Le politologue Dominique Reynié, proche de l'UMP, souligne que cette dernière « a échoué à ce dernier scrutin dans les pires conditions car elle ne sait pas dire aujourd'hui si elle doit cette défaite à un déficit de droitisation ou, au contraire, à un excès »³.

Autour de Fillon, qui affirme vouloir « défendre le rassemblement de la droite et du centre, les valeurs républicaines, le service de l'intérêt général », se sont donc réunis les partisans d'un recentrage sur une ligne de droite plus traditionnelle. Derrière Copé, ses propos sur le racisme anti-blanc et son pain au chocolat, se sont groupés les défenseurs de la « droite décomplexée ».

Il y a des exceptions : les plus « modérés » Jean-Pierre Raffarin et Luc Châtel se trouvent ainsi avec Copé, et les très droitiers Eric Ciotti et Christian Estrosi au premier rang filloniste. Mais comme dans tous les partis institutionnels, les alliances et clivages ont souvent d'autres ressorts que des lignes idéologiques : amitiés, haines, intérêts, calculs... N'a-t-on pas vu, au second tour de la primaire socialiste, Arnaud Montebourg défier ce qui semblait la logique en soutenant François Hollande contre Martine Aubry ?

UNE OPPOSITION STRATÉGIQUE ET « CULTURELLE »

Au-delà des choix tactiques, des « positionnements » dont le but premier est d'attraper le plus de voix possible, les déclarations et prises de position ont une logique politique. Et celle-ci tend de plus en plus à dessiner deux stratégies, deux camps, le résultat « 50/50 » du scrutin Copé-Fillon ne faisant qu'exacerber l'opposition.

Les camps Copé et Fillon n'ont pas de désaccords en matière économique. Ils sont tous deux néolibéraux et pro-Union européenne, au service du grand patronat. Mais ce qui distingue entre eux les courants bourgeois réside le plus souvent dans les formes, les modalités d'exercice de la domination. Les thématiques de Copé, aux nets accents autoritaires et xénophobes,

sont dans la ligne de la seconde partie du mandat de Sarkozy. Elles sont portées au paroxysme par le courant «La droite forte», arrivé en tête du vote des motions du «congrès» de l'UMP, qui cible pêle-mêle les musulmans, les fonctionnaires, l'assistanat, le laxisme, les syndicats ou encore les médias au nom de «nos modes de vie, nos traditions, notre identité qui fondent la France d'hier, d'aujourd'hui et de demain (...) fière de ses traditions judéo-chrétiennes». Face à ce discours ayant peu à envier au FN, Fillon incarne une droite qui n'est pas moins implacable mais se veut plus «tranquille», plus «responsable». En quelque sorte, Mario Monti contre Silvio Berlusconi.

Cette différence stratégique se double d'une opposition de style et, même, de culture. Jean-Luc Mélenchon en fait sur son blog une description imagée mais pertinente. Il souligne que Copé «incarne la nouvelle droite qui ouvre les portes à coups de pied et anime son parti comme un club de gym. Fillon, c'est le ramassis gélatineux de la droite aigrette, celle de la bonne société des gros bourgs, gens en place, garçons bien coiffés et filles en jupes soleil qui boivent

du lait en famille mais se déchirent en soirée. Cette droite-là essayait d'être gaulliste quand elle pouvait. Elle peut être encore la plus nombreuse dans la société, elle n'est plus la force allante»⁴.

PRISE EN SANDWICH

Quelle que soit l'issue des tractations qui se poursuivent, que celles-ci débouchent ou non sur l'organisation d'un nouveau scrutin, l'UMP a cependant un autre très gros problème. Qui différencie d'ailleurs l'actuelle guerre des chefs de toutes celles qui l'ont précédée – Chirac-Balladur, Sarkozy-Villepin, etc. Les courants qui se forment autour de Copé et Fillon expriment en effet des tendances qui se trouvent déjà matérialisées, incarnées dans deux autres formations ayant pignon sur rue. D'un côté, le Front national, recentré «bleu marine», qui face aux copéistes pourra continuer à affirmer avec quelque crédibilité qu'il vaut mieux «préférer l'original à la copie». De l'autre, l'UDI (Union des démocrates et indépendants) nouvellement formée sous l'égide de Borloo, pour reprendre la place qu'occupait l'ancienne UDF de Giscard, et qui a commencé à accueillir des élus rebutés par la ligne Sarkozy-Buisson-Copé. Au milieu, l'UMP est prise en sandwich.

Chirac gardait un vague vernis gaulliste, mais déjà le gaullisme – avec son plan, sa politique industrielle, ses prétentions interclassistes, une certaine défense de l'indépendance nationale... – était mort et enterré sous les assauts de la mondialisation. Cette fin est ce qui avait permis la fondation en 2002 de l'UMP, rassemblant les «familles» gaulliste, libérale et démocrate-chrétienne, désormais unies autour du néolibéralisme des politiques de l'Union européenne. L'UMP avait vocation à empêcher que ne se reproduise le scénario de la présidentielle de 2002, avec Le Pen au second tour, en renforçant le bipartisme entre une droite qu'elle aurait représentée totalement et une gauche sous hégémonie du PS. Mais avec la crise économique, historique et prolongée, qui s'est engagée en 2008, tout l'édifice s'est lézardé. □

1. «Après la défaite, l'UMP divisée et sous pression», TEAN! La Revue n° 32, mai 2012.
 2. <http://fressoz.blog.lemonde.fr/2012/12/04/a-lump-les-pyranhas-entrent-en-scene/>
 3. «L'UMP est confrontée à un risque d'explosion», Le Monde, 19/11/2012.
 4. Et d'estimer ensuite (mais c'est là de l'ordre du pronostic, plus aléatoire) que «Fillon a perdu», «Copé peut lui sauter sur la tête à pieds joints» et «il va le finir à coups de pieds»... <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/11/22/le-moment-moodys-et-cope/>

© Wiki Commons - Marie-Lan Nguyen



GRÈCE

Les plans d'austérité continuent, les résistances aussi

PAR YANIS KASTANOS

Alors qu'un troisième plan d'austérité vient d'être voté, le peuple grec continue de résister. Avec un handicap. Les luttes restent isolées, sans perspective de centralisation. Leur coordination devient un enjeu, auquel le parti Syriza tarde à répondre.

Un nouveau plan de rigueur a été adopté le 7 novembre dernier par le parlement grec. Ce mémorandum 3 – le troisième en trois ans ! – conditionne le versement d'une nouvelle tranche d'« aide » de 34,4 milliards d'euros par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI), dont la majeure partie doit servir à recapitaliser les banques grecques. Il prévoit notamment de nouvelles baisses des pensions de retraite, des salaires du secteur public, des prestations sociales et des dépenses de santé, et repousse de 65 à 67 ans l'âge légal de départ à la retraite.

Il a été adopté sur fond d'une nouvelle hausse de la pauvreté, du chômage (26 % en septembre dernier, contre 18,9% un an plus tôt, soit 1 295 203 chômeurs) et de la popularité de l'organisation d'extrême droite fasciste, l'Aube Dorée, passée troisième force politique dans tous les derniers sondages.

Un quatrième mémorandum pourrait voir le jour dans les mois à venir, tant l'objectif affiché officiellement de ramener la dette du pays à 120% du PIB en 2020, contre environ 190% actuellement, est jugé irréaliste par ceux-là même qui l'ont imposé, à savoir la Troïka. En effet, lors de la réunion

des ministres des Finances à Bruxelles, le 12 novembre dernier, la Troïka a livré un rapport qui confirme que la Grèce a besoin de deux ans de plus pour atteindre cet objectif et que ce délai supplémentaire entraîne un besoin financier de 32,6 milliards d'euros.

Face à cette attaque sans précédent par sa durée et sa profondeur, les résistances ne manquent pas. Les grèves et les manifestations qui ont éclaté contre le nouveau plan de rigueur dévoilent une détermination et une colère populaires intactes, malgré l'incapacité du mouvement à stopper l'attaque de ce qu'on appelle en Grèce « les deux Troïkas » : celle de l'extérieur... et celle de l'intérieur, à savoir le gouvernement actuel composé de la Nouvelle Démocratie (la droite classique), du Pasok (le parti socialiste) et de la Dimar (Gauche démocratique, ancien courant droitier du parti de gauche Syriza).

DES GOUVERNEMENTS IMPOPULAIRES

C'est le troisième gouvernement que la Grèce connaît depuis trois ans et le début des cures d'austérité. Le premier était celui du Pasok. Les deux suivants sont le produit d'une alliance entre la Nouvelle Démocratie et le Pasok, les deux partis dominants jusqu'à très récemment (environ 83% des voix à eux deux jusqu'en 2009, contre 43% seulement en juin dernier), assistés d'abord par le parti d'extrême droite populiste Laos (dans le gouvernement intérimaire de Papadémou) puis par la Dimar aujourd'hui.

Malgré l'effondrement du bipartisme, ces gouvernements ont atteint leur objectif principal : faire payer la crise aux travailleurs. Le dernier plan d'austérité a été massivement voté par les députés du Pasok et de la Dimar, et ceci malgré leur chute dans les sondages, la grogne parmi

leurs députés – plusieurs d'entre eux ont voté contre et ont été immédiatement exclus – et le risque, bien réel, de disparaître du parlement en cas d'hypothétiques élections anticipées. A l'exemple du Laos, discrédité par son soutien au gouvernement de Papadémou, et chassé du parlement aux élections de juin. A l'évidence, la défense des intérêts de la bourgeoisie grecque pèse plus sur la ligne politique de ces partis, que les ambitions personnelles de leurs cadres. Les élections de mai et juin 2012 ont montré un désaveu profond des partis qui ont mis en place les mémorandums : l'effondrement du bipartisme a été accompagné par l'explosion du score du parti de gauche Syriza (26,89% en juin contre 4,6% en 2009). Les élections successives, et la possibilité bien réelle de voir Syriza finir par les gagner, ont certes déstabilisé le système politique traditionnel et bouleversé, temporairement, le calendrier des réformes des deux Troïkas. Cela peut entretenir l'illusion que le gouvernement, fragile, serait prêt à s'effondrer. Une illusion que le président de Syriza, Alexis Tsipras, alimente lorsqu'il déclare sur la chaîne privée ANT1, le 15 octobre, que « ce consortium tripartite est en train de s'effondrer, il va s'effondrer ». Or la croyance en une telle perspective ne facilite pas l'organisation d'une riposte coordonnée des travailleurs grecs sur le terrain qui compte le plus, celui des luttes.

LE CONGRÈS DE SYRIZA BOTTE EN TOUCHE

De la clarté dans l'analyse, les perspectives politiques et le programme économique : c'est ce que Syriza pourrait et devrait apporter, en tant que formation politique hostile aux plans d'austérité la plus écoutée actuellement. Pourtant, les textes adoptés par le récent congrès de Syriza, qui a

eu lieu du 30 novembre au 2 décembre, prêtent à confusion. Les débats ont d'ailleurs également montré les interrogations d'une partie des militants sur la stratégie du parti à l'étape actuelle. Car si Syriza a représenté l'espoir, par un biais électoral, cette stratégie trouve aujourd'hui ses limites.

D'abord, sur la question de savoir comment annuler les plans d'austérité, la réponse de Syriza reste principalement électorale. L'objectif principal fixé par le congrès pour la période à venir est de «*créer les conditions d'un renversement démocratique du gouvernement actuel, grâce à une révolte générale et la tenue d'élections pour la constitution d'un nouveau gouvernement de Gauche, appuyé sur un large front populaire*».

La notion de «révolte générale» reste volontairement très vague. Dans les mêmes textes, elle prend la forme d'un «*puissant mouvement de masse ayant une optique anti-néolibérale et comme objectif l'extension et l'approfondissement de la solidarité sociale*». Le rôle principal d'un tel mouvement serait d'appuyer la politique du gouvernement issu des urnes et d'«*exercer une pression créative sur le gouvernement*».

COMMENT CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCES ?

Syriza appelle à l'engagement de ses militants dans tous les syndicats, afin de «*re-construire le mouvement syndical*». En réalité, sa politique sur ce terrain paraît encore superficielle. Il semblerait que le travail au sein de la Coordination des tendances syndicales du premier niveau – les structures de base –, regroupement créé en coopération avec d'autres forces dont Antarsya (coalition de la gauche anticapitaliste), n'a jamais été un axe d'intervention prioritaire de toute l'organisation, mais plutôt le résultat de l'action individuelle de quelques militants. Une opportunité ratée pour beaucoup de militants de se retrouver dans un cadre interprofessionnel qui pourrait contribuer à la coordination des luttes. L'organisation de la riposte nécessite aussi de fixer des priorités claires. Or Syriza place sur le même plan de priorité le travail syndical et la création de «réseaux de solidarité», qui se substitueraient à l'action sociale de l'État et auraient comme objectif de combattre la faim, de fournir à tout citoyen l'accès à la Sécurité sociale et finalement de faire face à la «catastrophe

humanitaire». Il est vrai que la pression exercée par la situation sociale en Grèce est énorme. Selon Eurostat, 3,4 millions de personnes (sur une population d'environ 11,3 millions) étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2011 et ce chiffre est aujourd'hui sûrement plus élevé. Mais orienter vers ce combat une bonne partie des forces de la coalition (quelques milliers de militants sur environ 30000 adhérents, dont près de la moitié a intégré Syriza dans les six mois ayant précédé le congrès) ne risque-t-il pas de les détourner du travail d'organisation de la lutte de classe, contre les causes mêmes de cette catastrophe humanitaire ?

D'ailleurs, les textes votés par le congrès ne disent pas non plus clairement comment faire payer la crise aux «riches». En ce qui concerne la dette, Syriza propose toujours sa renégociation en vue de l'annulation de sa majeure partie, mais promet aussi le remboursement d'une autre partie. Il promet aussi la «*hausse progressive des salaires et des dépenses publiques au fur et à mesure de la hausse des recettes publiques*», financée, entre autres, par une «*baisse étudiée des dépenses militaires*» et la taxation des riches. Mais sans donner plus de détails. La taxation de la riche église orthodoxe et des amateurs grecs est ainsi absente des textes. Il ne s'agit pourtant pas d'une question annexe, mais de savoir qui paiera la dette !

Enfin, la politique de Syriza reste également ambiguë sur le front de l'immigration et de la lutte contre les idées xénophobes, qui sont au cœur de la propagande des néonazis de l'Aube Dorée. Syriza propose l'abrogation du règlement Dublin II, qui stipule que l'État par lequel un immigré a fait son entrée dans l'Union européenne sera responsable de l'examen d'une demande d'asile. Pour Syriza, il faut fournir des papiers aux immigrés qui désirent chercher du travail ailleurs et ne considèrent la Grèce que comme une étape intermédiaire. Mais c'est accepter implicitement l'idée que le nombre d'immigrés en Grèce serait trop élevé et que l'immigration constituerait un problème. Le texte du congrès fait même une bizarre comparaison entre les «bons» immigrés et la criminalité, en exigeant simultanément un «*juste traitement pour ceux qui travaillent et le démantèlement des réseaux criminels*».

UNE «PLATEFORME DE GAUCHE» AU CONGRÈS

Lors du congrès de Syriza, deux amendements ont été proposés par la liste

«Plateforme de gauche», qui rassemble la tendance de gauche de Synaspismos (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie, scission du KKE, le parti communiste grec), la moitié de Kokkino (Rouge, trotskyste), ainsi que les organisations DEA (Gauche ouvrière internationaliste, trotskyste), APO (Groupe politique anticapitaliste, scission de Kokkino) et KEDA (Mouvement pour l'unité et l'action de la gauche, autre scission du KKE). Le premier amendement mettait l'accent sur la nécessité d'une action commune avec toutes les forces de gauche, y compris le KKE et Antarsya, et de discuter avec elles de la construction d'un front «*de gauche, large et radical*». Il excluait toute coalition gouvernementale avec les forces du centre gauche ou de la droite. Le deuxième amendement stipulait qu'un gouvernement de gauche devrait, en cas d'échec des négociations, annuler unilatéralement la dette, que l'on ne peut pas réformer l'Union européenne mais seulement la renverser et qu'il faut refuser le maintien dans la zone euro à tout prix. Il faut rappeler qu'à l'inverse Alexis Tsipras a récemment déclaré sur la chaîne ANT1 que «*sortir de l'euro serait une catastrophe pour la Grèce*».

Ces deux amendements ont été rejetés. Mais ils ont rencontré un succès qui dépasse largement les forces constitutives de cette «Plateforme de gauche». Le vote a dû d'ailleurs se répéter pour le deuxième amendement, car le résultat du premier vote n'était pas certain. La liste a finalement obtenu 25,71 % des voix, sur un total des 2 827 délégués. Il y a donc un nombre non négligeable de militants, au sein de Syriza, qui estiment nécessaire l'action commune avec les militants des autres organisations communistes. Ils défendent ainsi une perspective moins centrée sur les élections, car cherchant à construire avec d'autres forces la mobilisation sociale.

LA COLÈRE POPULAIRE RESTE INTACTE

Or, la résignation ne l'a toujours pas emporté, malgré les difficultés. L'adoption du mémorandum 3 n'a pas fait taire les résistances. Et la stratégie des directions syndicales se répète à l'identique : appel à la grève générale, c'est-à-dire interprofessionnelle, le jour du vote du plan d'austérité ou le jour précédent. A chaque fois, ces journées – vingt-cinq depuis 2010 – ont été bien suivies. Ainsi, la manifestation du 7 novembre 2012 a rassemblé entre 45000 et 70000 manifestants à Athènes. Selon les centrales syndicales du privé et

du public, la GSEE et Adedy, le nombre de grévistes était supérieur à 90% dans des secteurs comme les transports, les banques, le commerce, les ports, la poste et les hôpitaux.

Cependant, les centrales syndicales se cantonnent à un rôle de pression sur les députés, pour qu'ils ne votent pas les plans de rigueur. Et chaque fois, le lendemain du vote, les travailleurs doivent revenir au travail pour ceux qui en ont un, ou là où ils se battent de manière isolée contre la mise en pratique des mémorandums. Ils sont ainsi renvoyés à des résistances locales et isolées, dont la portée est moindre et la victoire incertaine.

En novembre néanmoins, malgré le vote du mémorandum, les travailleurs du secteur public (mairies, impôts, hôpitaux, ministères, justice) ont continué leur mobilisation. Ainsi, les salariés des mairies et des municipalités se mobilisent contre le licenciement annoncé de tous les travailleurs avec contrat de droit privé et pour empêcher la communication des listes des fonctionnaires susceptibles d'être « mis en

réserve ». Un euphémisme pour masquer le licenciement annoncé de 2 000 travailleurs d'ici fin 2012 et des 25 000 prévus pour 2013. La mobilisation touche tous les coins du pays et prend des formes diverses et variées : occupations de mairies, manifestations, débrayages et journées de grève. La centrale syndicale du public, Adedy, a fini par annoncer une grève dans tout le secteur public le 19 décembre. Les cheminots continueront la grève le lendemain, contre la privatisation de l'entreprise et une nouvelle baisse de leur salaire.

Des mobilisations isolées touchent aussi le privé. Ainsi, les salariés de plusieurs journaux et stations radio et ceux d'Ikea se mobilisent contre de nouvelles coupes dans les salaires. Mais la centrale du privé, la GSEE, a refusé de se joindre à l'appel du 19 décembre et se contente d'appeler à un débrayage de trois heures, le jour de la grève dans le public.

Dans la situation que connaît la Grèce aujourd'hui, le rôle d'un parti qui veut offrir une autre perspective aux classes

populaires grecques serait justement de rompre avec cette scission entre, d'une part, le champ politique soi-disant « pur » – en fait, un respect de la démocratie bourgeoise et des ses institutions – et, d'autre part, une action sur le terrain des luttes. Celles-ci ne devraient plus se limiter à faire pression sur les députés pour qu'ils ne votent pas des lois « injustes », mais remettre en cause leur pouvoir politique. □

© DR / Occupation symbolique de la mairie d'Athènes, le 16 novembre 2012, pour protester contre le licenciement annoncé de centaines de salariés



ENTRETIEN AVEC AU LOONG YU

« La bureaucratie chinoise a

© photothèque rouge - Chantal Girres / Pékin, 1989. Manifestations de la place Tien Anmen

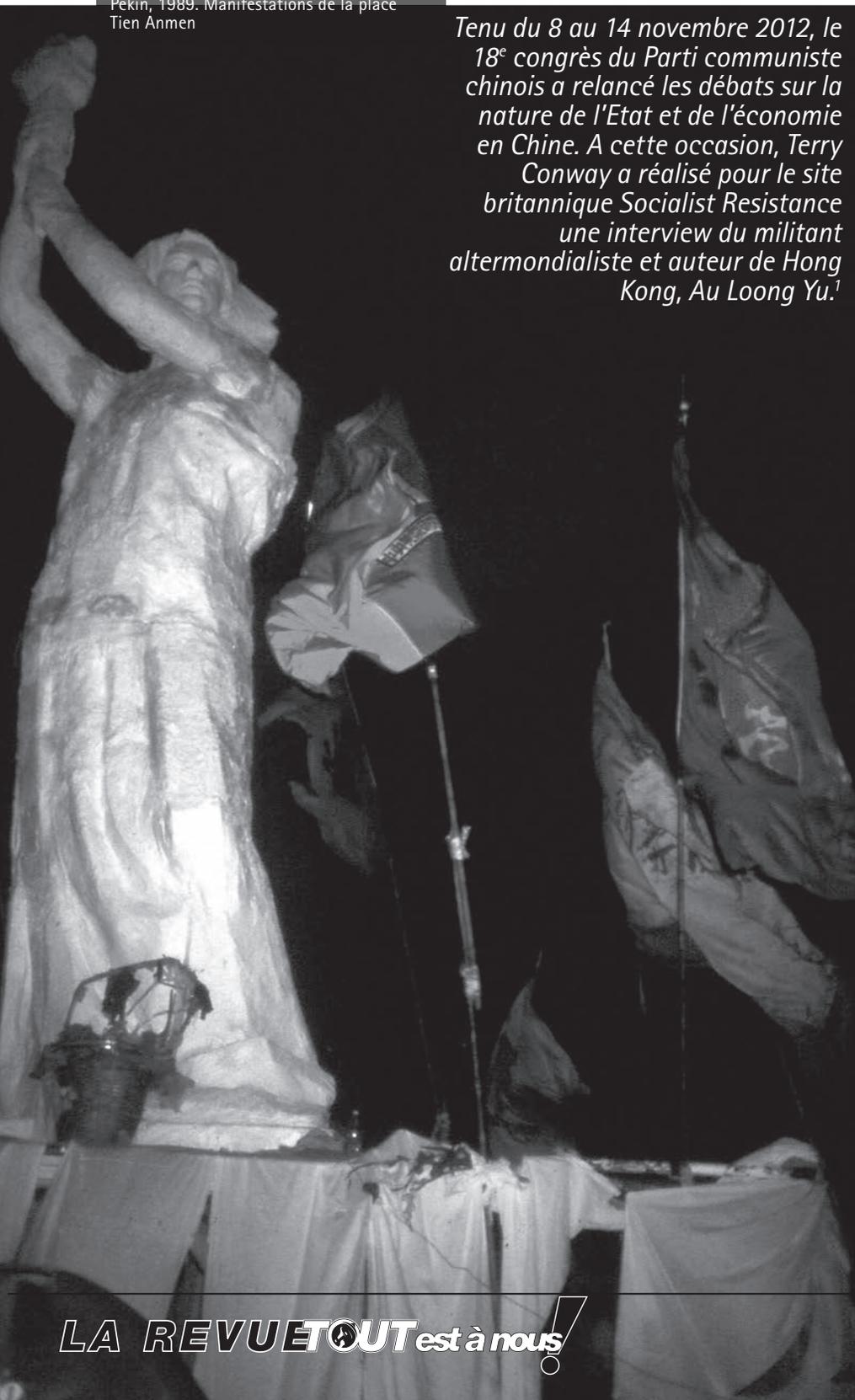
Tenu du 8 au 14 novembre 2012, le 18^e congrès du Parti communiste chinois a relancé les débats sur la nature de l'Etat et de l'économie en Chine. A cette occasion, Terry Conway a réalisé pour le site britannique Socialist Resistance une interview du militant altermondialiste et auteur de *Hong Kong, Au Loong Yu.*¹

Tu utilises pour décrire la Chine le terme de « capitalisme bureaucratique ». Peux-tu l'expliquer ?

Je ne l'ai pas inventé. Ironiquement, il a été d'abord utilisé par le Parti communiste chinois (PCC) dans les années 1940, pour décrire le type de capitalisme qui avait été mis en place sous la domination du Kuomintang².

Dans son livre *L'ère de Deng Xiaoping, une enquête sur le sort du socialisme chinois, 1978-1994*, Maurice Meisner définit le capitalisme bureaucratique par l'utilisation du pouvoir politique à des fins de gains pécuniaires, à travers des méthodes économiques qui sont capitalistes ou quasi capitalistes. Il ajoute que même si ce n'est pas nouveau dans l'histoire, cette forme d'exploitation est actuellement bien plus prégnante en Chine qu'ailleurs. J'ajouterai qu'aujourd'hui, les bureaucrates chinois, à tous les niveaux du gouvernement, dirigent des entreprises, en tirent profit et sont rarement poursuivis en justice, parce que la bureaucratie a totalement monopolisé le pouvoir d'Etat, ce qui lui permet de s'élever au-dessus de toutes les classes. On pourrait même dire que la bureaucratie a privatisé l'Etat.

Marx signalait que la bureaucratie considère l'Etat comme sa propriété privée. Mais il le voyait comme une tendance inhérente à la bureaucratie. C'est dans la Chine d'aujourd'hui que cette évolution est allée jusqu'au bout. Cette bureaucratie totalement incontrôlée s'est désormais pleinement embourgeoisée. Un exemple récent a été donné par le Groupe de sécurité de Chongking, un groupe dirigé par Wang Lijun jusqu'à son arrestation, après sa demande d'asile auprès de l'ambassade des États-Unis afin d'échapper à un complot fomenté par l'ancien dirigeant de Chongking, Bo Xilai³. Fondée par les principaux responsables de la police de cette mégalopole, cette société avait demandé son enregistrement, en passant outre l'interdiction légale faite aux dépar-



La privatisé l'État

PROPOS RECUEILLIS PAR TERRY CONWAY

tements de police de diriger des compagnies de sécurité.

« Le capitalisme bureaucratique pille l'économie à une échelle effrayante, mais il crée en même temps une nouvelle classe ouvrière. »

Ce qui a discrédité le socialisme en Chine, c'est le fait que le PCC, qui avait fait une révolution contre le capitalisme bureaucratique du Kuomintang, a fini par embrasser le même modèle. Il est assez commun aujourd'hui d'interpréter le terme de révolution dans son sens originel: quelque chose qui tourne autour de son orbite pour revenir à son point de départ. En fait, le sens originel du mot chinois pour révolution (« *geming* ») est celui d'un changement de mandat divin pour une dynastie. Il suggère ainsi un changement restreint au type de dirigeants, qui ne touche pas à l'ordre social dynastique – en fait, la fonction d'un *geming* est précisément de restaurer la paix dynastique. De nombreux intellectuels interprètent aujourd'hui la révolution de 1949 dans une telle perspective et, sur cette base, prennent position contre l'idée de révolution.

Je ne suis pas d'accord pour interpréter de cette façon la révolution de 1949. Même si le capitalisme bureaucratique nous est ramené par le PCC qui l'avait auparavant éradiqué, certains fruits de cette révolution demeurent intacts; par exemple, l'indépendance de la nation ou la propriété collective de la terre par les paysans. Il y a de plus en plus de tentatives d'éroder ce dernier acquis, à travers les saisies de terres par les gouvernements locaux ou par les délinquants qui sont leurs acolytes, mais les paysans font aussi usage de leurs droits constitutionnels pour défendre leurs terres. L'industrialisation galopante organisée par le PCC a aussi pour conséquence de

moderniser la structure économique et sociale de la Chine, ce qui nourrit les forces sociales qui pourraient finalement contester une tradition millénaire de despotisme. Le capitalisme bureaucratique permet à la bureaucratie de piller l'économie à une échelle effrayante, mais il crée en même temps une nouvelle classe ouvrière formée à partir de l'exode rural, tout comme il pousse au regroupement d'autres forces sociales, telles que la paysannerie et les étudiants, dans une lutte contre cette bureaucratie.

Quel est exactement le rôle joué par le PCC dans la réintroduction du capitalisme? Et comment en a-t-il bénéficié?

Les hauts dirigeants de la bureaucratie ont fait le choix conscient de restaurer le capitalisme. Deng Xiaoping était déjà sur cette voie en 1984, lorsque la Chine a signé avec le Royaume-Uni l'accord spécifiant que la restitution de Hong-Kong s'accompagnerait dans l'ex-colonie du maintien pendant cinquante années d'un capitalisme de *laissez-faire* – évidemment en totale contradiction avec les principes « socialistes ». On a rapporté qu'il aurait dit ensuite que Hong-Kong devrait être autorisée à poursuivre dans cette voie même après ce délai. En 1987, il a dit à une délégation africaine: « *Ne suivez pas la voie du socialisme. Faites ce qui est en votre pouvoir pour faire croître l'économie.* » Sa décision ultérieure d'écraser le mouvement démocratique de 1989⁴ signifiait que son parti s'était transformé de façon décisive et qualitative en un parti capitaliste.

« Même à l'époque de Mao, la bureaucratie monopolisait la distribution du surproduit social à travers son contrôle absolu de l'Etat. »

La position de certains maoïstes, consistant à rejeter toute la responsabilité sur Deng

Xiaoping, n'est cependant pas convaincante. Il est un fait que Deng n'a rencontré aucune opposition significative et a bénéficié, tout au contraire, d'un soutien enthousiaste de la bureaucratie. Cela signifie qu'il ne faisait que ce que celle-ci voulait. Aucun socialiste ne devrait s'en étonner.

Même à l'époque de Mao, lorsque la bureaucratie était farouchement anticapitaliste, elle était hautement privilégiée en tant qu'élite dirigeante. Elle monopolisait la distribution du surproduit social à travers son contrôle absolu de l'Etat. Comme toute autre élite dirigeante, elle n'était jamais satisfaite de son salaire (de dix à trente fois supérieur à celui d'un travailleur du rang) et voulait s'approprier une part toujours croissante du surproduit social. Son intérêt fondamental réside dans la restauration de la propriété privée, non dans un rôle d'administrateur public éternel d'une propriété commune.

A la fin des années 1980, la réforme des prix a généré les dits *gandao*, c'est-à-dire les officiels qui se sont engagés dans la spéculation. La bureaucratie commençait alors à se transformer en classe capitaliste. Cela a indigné la population, qui en 1989 s'est insurgée contre le gouvernement. La répression du PCC a alors éliminé toute opposition à la réforme capitaliste – ce qui suffit à démontrer que ce parti était définitivement passé de l'anticapitalisme à l'adhésion au système capitaliste.

La tournée de Deng Xiaoping dans le sud, en 1992, a montré que le PCC avait fait un autre pas majeur vers une intégration pleine et entière au capitalisme global. Pour que ce saut soit couronné de succès, la terreur de l'après 1989 ne suffisait déjà plus. Il était impératif d'infliger davantage de défaites aux travailleurs des entreprises propriété d'Etat, en les privatisant et en licenciant ainsi plus de 40 millions de salariés.

Comment cette nouvelle classe ouvrière s'est-elle créée à partir de la campagne ? Et en quoi sa conscience diffère-t-elle de celle de la « vieille » classe ouvrière du secteur d'Etat ?

Un aspect positif de la restauration capitaliste en Chine – par opposition à ce qui s'est passé dans l'ex-bloc soviétique – est l'industrialisation accélérée. Le nombre des salariés en Chine ne cesse d'augmenter, il représente aujourd'hui la moitié de la population active et le quart des ouvriers de l'industrie dans le monde. La plupart d'entre eux sont des migrants de la campagne.

Etre au centre de la production et de la distribution en fait une force sociale potentiellement explosive, même si pour l'instant ils sont plus une classe « en soi » que « pour soi ». Il y a des raisons plus profondes que la répression d'Etat aux difficultés de la naissance d'un nouveau mouvement ouvrier. Si les travailleurs d'origine rurale, aujourd'hui 250 millions, n'ont pas connu les terribles défaites de ceux des entreprises d'Etat, ils ne disposent pas d'une mémoire de classe collective. Ce sont les « *nongmingong* », littéralement des travailleurs paysans, plus paysans que travailleurs, non parce qu'ils cultivent la terre – la plupart d'entre eux ne le font que rarement – mais parce que le système de contrôle de résidence du « *hukou* » agit comme une forme d'apartheid social, les empêchant de fonder une famille et de prendre vraiment racine dans les villes. Quel que soit le temps qu'ils passent en ville, ils le considèrent comme un interlude.

« Les travailleurs migrants de la campagne ont mené de nombreuses grèves spontanées contre leurs patrons et les autorités locales. »

Mais ils ne sont pas non plus totalement passifs. Les travailleurs migrants de la campagne ont mené de nombreuses grèves spontanées contre leurs patrons et les autorités locales. Ces grèves spontanées remportent souvent des victoires partielles, et elles sont si communes que l'interdiction de facto des grèves a été levée depuis longtemps, à tel point que les gouvernements locaux ont appris à vivre avec. S'organiser reste néanmoins très difficile. Il est bien possible que la prochaine étape de la lutte soit dirigée contre l'interdiction de s'organiser, même si cela sera un combat dur

et de longue haleine. Aujourd'hui, il est cependant possible de former des réseaux militants, qui pourront servir de plateforme pour une organisation future.

Peux-tu nous parler des luttes récentes qui ont posé la question de la démocratie, celle de l'opposition aux privatisations, ou bien qui ont été menées pour de meilleures conditions de travail ?

Deux cas présentent un intérêt particulier. Le premier et plus récent est celui de 700 ouvriers de Ohms Electronics Shenzhen Company, une entreprise partenaire du japonais Panasonic, qui ont fait grève pendant trois jours, du 29 au 31 mars 2012, pour une augmentation des salaires et une réduction du temps de travail. Ils demandaient également la réélection des responsables syndicaux de l'entreprise, afin que leurs intérêts soient mieux défendus. Dans une lettre du 26 mars, les travailleurs se plaignaient de ce que le président du syndicat était payé par la direction et en faisait lui-même partie, ce qui violait les lois syndicales ainsi que la charte du syndicat officiel.

La grève a pu se lancer lorsqu'une partie des petits cadres et du personnel de sécurité s'y est jointe. Les travailleurs ont également utilisé la version chinoise de Twitter pour faire connaître leurs exigences sur Internet. Ils ont obtenu des concessions sur leurs exigences économiques ainsi qu'un accord pour réélire les responsables du syndicat. Cette élection a eu lieu fin avril, début mai, et bien que l'ancien président du syndicat ait perdu, le nouvel élu est un dirigeant de l'entreprise et on a rapporté des fraudes et manipulations. Malgré cela, la moitié des élus au nouveau comité du syndicat seraient des travailleurs ayant pris part à la grève. Mais la censure et la répression rendent difficile de vérifier l'information. Cet exemple montre comment les travailleurs d'origine rurale, même lorsqu'ils prennent part à des grèves, ne sont souvent pas conscients, du fait de l'absence d'une identité collective forte, de l'importance de lutter pour des syndicats qui leurs soient propres.

« En mai 2010, 1 800 ouvriers de Honda Foshan sont entrés en lutte pour une augmentation des salaires et la réorganisation de leur syndicat »

Je ne sais pas si les ouvriers de Ohms ont été inspirés par la grève de Honda Foshan.

Cette grève est considérée comme ayant marqué un jalon dans le développement de la conscience des travailleurs migrants. En mai 2010, 1 800 ouvriers de Honda Foshan sont entrés en lutte pour une augmentation des salaires et la réorganisation de leur syndicat, ce qui a déclenché une vague de grèves dans les usines automobiles détenues par des marques étrangères. Dans une lettre ouverte, leurs représentants dénonçaient le syndicat de la branche en disant : « *Nous sommes indignés de l'appropriation par le syndicat du fruit des luttes des travailleurs. Nous insistons pour que le syndicat de l'usine soit élu par les travailleurs de la production.* »

Les raisons que donnait cette lettre sont à noter : les ouvriers ne luttaient pas seulement pour eux-mêmes mais se sentaient concernés par les intérêts des travailleurs dans toute la Chine. Une telle conscience est rare parmi les travailleurs migrants. La grève a duré plus de deux semaines et ne s'est terminée que lorsqu'ont été accordées des augmentations de salaires comprises entre 35% et 70%. Un peu plus tard, la direction accepta également la réélection du syndicat. Elle se déroula en deux temps, en août et novembre 2011. Elle ne fut pas non plus vraiment démocratique, la direction sortante s'arrogeant le monopole de la désignation des candidats. Des représentants de l'encadrement furent ainsi élus à la direction du syndicat, tandis que les représentants des grévistes en étaient écartés. Malgré cela, la grève montre que les travailleurs ont le pouvoir d'améliorer leur situation.

Ces deux exemples d'action ouvrière, avec leurs appels à des syndicats contrôlés par la base, montrent des travailleurs luttant pour leurs droits. Ils offrent une image alternative à celle qui ne les décrit que comme un groupe social vulnérable, qui a besoin d'une aide extérieure mais ne peut pas résister à l'injustice par lui-même, comme dans le cas des ouvriers de Foxconn qui se sont suicidés⁵. □

1. Son livre *China's Rise Strength and Fragility (La montée en puissance de la Chine, force et fragilité)* doit être publié prochainement par Resistance Books, l'IRE et Merlin Press. L'interview intégrale en anglais est disponible sur <http://socialistresistance.org/4188/china-bureaucratic-capitalist>. Traduction de Jean-Philippe Divès.

2. Kuomintang : le parti nationaliste bourgeois, créé par Sun Yat-sen, qui a dominé le gouvernement chinois de 1926 jusqu'à la prise du pouvoir par le PCC en 1949.

3. Ancien ministre du commerce du gouvernement central de 2004 à 2007, déchu sous des accusations de corruption après que son épouse, Gu Kailai, a été accusée puis condamnée pour le meurtre d'un homme d'affaires britannique.

4. Le soulèvement et l'écrasement par l'armée de la « commune » de la place Tien Anmen.

5. Groupe taïwanais d'électronique qui emploie en Chine 1,2 million de salariés. Les conditions de travail et la répression y sont si terribles que des ouvriers se suicident dans l'enceinte de leur usine.

GOUVERNEMENT HOLLANDE-AYRAULT

La trahison et la brèche

PAR YANN CÉZARD



© Phototèque Rouge - Romain Hingant / A Notre-Dame-des-Landes, le 17 octobre 2012

Quel sera le symbole des débuts du quinquennat de François Hollande ? Sans aucun doute, Florange. Et la réaction à chaud, en direct, du syndicaliste CFDT Edouard Martin, à l'annonce de l'« accord » du gouvernement avec Mittal : « Haute trahison ».

Pourtant, Hollande n'est pas le « Flamby » dont se moquaient certains. Il n'est pas un faible, mais un cynique. C'est un joueur de flûte (« Le monde de la finance est mon adversaire »... « Le critère de toutes mes décisions sera la justice »...) et un joueur de bonto. Juillet : le collectif budgétaire annonce la « rigueur juste », et impose deux ou trois milliards d'impôts supplémentaires aux entreprises et aux riches. Novembre : le budget 2013 et le « pacte de compétitivité » en rendent le décuple aux patrons, et condamne l'immense majorité de la société à cinq ans d'austérité.

« Faible » ou « mou », son gouvernement ne l'est pas tellement, quand Valls (l'autre premier ministre) chasse les Roms sur les routes, annonce qu'il y aura « un peu plus d'expulsions de sans-papiers en 2012 qu'en 2011 », livre Aurore Martin à la police espagnole, envoie ses flics cuirassés cogner les agriculteurs et les militants de la « Zone A Défendre » de Notre-Dame-Des-Landes, « le kyste », c'est-à-dire la chienlit... Notre-Dame-Des-Landes : autre symbole de la crapulerie de ce gouvernement, qui est en fait un vrai gouvernement de combat.

Sous leurs airs de traîtres, Hollande et les siens ont donc leur héroïsme bien à eux. Ils sont prêts à mourir (politiquement) pour la bourgeoisie, l'ordre établi, le capitalisme, y compris sous sa forme « moderne », libéralisée et financiarisée, qui depuis trente ans condamne la société au chômage de masse et fait prospérer de façon insolente les fortunes et les rentiers.

Les socialistes ne font donc vraiment plus semblant de représenter une quelconque alternative, même molle ou contradictoire, à la « solution » à la crise qu'on appelait, avant l'élection de Hollande, la « Merkozy ». Malgré les propos, risibles, de Jean-Marc Ayrault au Maroc, le 13 novembre : « notre politique n'est pas sociale-libérale, elle est sociale et républicaine. (...) Mon gouvernement mène la politique la plus à gauche d'Europe. »

Notre Papandréou national, Hollande, et les socialistes participent activement à la construction d'un mur de la résignation, en se ralliant sans vergogne au programme commun de tous les capitalistes, possédants et grands partis européens : démantèlement de « l'Etat-providence », baisse des salaires, précarité généralisée pour accroître la « compétitivité », en fait l'exploitation des travailleurs du continent.

Mais dans ce mur de la crise, il peut y avoir une brèche. En Grèce, au Portugal, en Espagne, une grande partie de la population souffre, mais continue de résister. Elle n'est ni convaincue ni résignée. En France, la popularité des dirigeants socialistes s'est brutalement effondrée. Et beaucoup regardent, non vers les forcenés du « dialogue social », non vers les sénateurs du Front de gauche qui s'abstiennent sur des lois de saccage social, mais vers les sidérurgistes de Florange, et ils disent : « ils ont raison ».

Le premier budget du quinquennat Hollande est le signe d'une «volonté inaltérable de redresser les comptes publics», a souligné Jérôme Cahuzac, ministre délégué au Budget, le 13 décembre à l'Assemblée. Mais cette «volonté» est compatible avec un cadeau de 20 milliards au patronat...

PAR HENRI WILNO

Budget: l'a

Depuis son arrivée au pouvoir, pas moins de cinq textes concernant les finances publiques ont été présentés par le gouvernement Ayrault. Deux d'entre eux ont modifié le budget de l'Etat de l'année 2012 élaboré sous la droite (pour désigner ces modifications en cours d'année, on utilise le terme de «loi de finances rectificative» ou de «collectif budgétaire»). Le premier de ces collectifs est celui de juillet 2012 et le deuxième vient d'être adopté en décembre. Trois textes concernent l'année 2013: le budget de l'Etat («loi de finances»), le budget de la Sécurité sociale («loi de financement de la sécurité sociale») et la loi de programmation des finances publiques 2012-2017. Il faut en effet avoir en tête que les finances publiques additionnent celles de l'Etat, celles de la Sécurité sociale et celles des collectivités locales. C'est ce qu'imposent les textes européens depuis le traité de Maastricht. L'objectif, que s'est d'emblée fixé Hollande, d'un déficit de 3 % du PIB (après 4,5 % en 2012) concerne le total.

LE PARAVENT DE LA «RIGUEUR JUSTE»

La séquence a donc commencé avec le premier collectif budgétaire adopté en août 2012. Si celui-ci endosse l'essentiel des orientations du budget de la droite, il s'en démarque par quelques mesures de gauche, notamment en matière de fiscalité affectant les entreprises et les ménages à haut revenu (comme une hausse des droits de succession et une contribution exceptionnelle s'ajoutant à l'ISF baissé par Sarkozy). Enfin, pour justifiée que soit la fin des mesures Sarkozy de détaxation des heures supplémentaires, celle-ci touche plutôt des salariés à revenu faible ou moyen que des grandes fortunes. La TVA «sociale» est par ailleurs supprimée.

Cette époque est celle du discours sur la «rigueur juste»: si le NPA souligne alors l'entourloupe, les députés du Front de gauche vont jusqu'à voter ce collectif budgétaire. Et pourtant, l'avenir était déjà inscrit pour qui voulait prendre la peine de

lire les annonces d'Ayrault pour les années suivantes. Comme un article de Mediapart le souligne dès le 29 juin: «A la lecture des premières instructions budgétaires adressées par Jean-Marc Ayrault aux membres du gouvernement, il faut dire les choses telles qu'elles sont: c'est une politique économique clairement restrictive qui se met en place (...) Ce communiqué fixait d'abord les objectifs généraux: "Réduire le déficit public à 3 % de la richesse nationale en 2013, atteindre l'équilibre en 2017." Et il donnait quelques détails plus précis sur la politique budgétaire envisagée. On apprenait en particulier ceci: "Pour l'État, ces orientations reposent sur une stabilité en valeur des dépenses..."».

Il ne s'agit pas d'être fanatique des déficits budgétaires, mais une chose est de réduire le déficit par les recettes (en augmentant la

fiscalité sur le capital, les hauts revenus et les entreprises), autre chose est de réduire les dépenses sociales et de fonctionnement de l'Etat en payant la dette rubis sur l'ongle.

2012-2017, SEULE LA DETTE EST PRÉSERVÉE

La couleur avait donc été annoncée. Les objectifs du gouvernement pour 2013 et les années à venir sont résumés dans la loi de programmation des finances publiques pour la période 2012 à 2017. Ses grandes orientations apparaissent dans le tableau ci-contre.

On peut d'abord remarquer que ces prévisions de croissance du PIB établies en septembre 2012 étaient, dès ce moment, sujettes à caution. Et cela s'est vérifié: d'après l'OCDE, pour 2012 ce ne sera pas 0,3 mais 0,2 % et en 2013, 0,3 % au lieu



austérité pour cinq ans

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-4,5	-3,0	-2,2	-1,3	-0,6	-0,3
Etat & organismes divers	-3,9	-2,7	-2,1	-1,6	-1,2	-1,1
Administrations de sécurité sociale (avec assurance-chômage)	-0,5	-0,2	-0,0	0,3	0,6	0,8
Collectivités locales	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1
Croissance du PIB en %	0,3	0,8	2,0	2,0	2,0	2,0

© Phototèque Rouge - MILO



de 0,8. Quant aux 2% ensuite, c'est d'un optimisme de façade.

En fait, tout l'édifice est conçu pour rassurer les marchés financiers et montrer que la France est dans les clous. Il n'y a aucun objectif de baisse du chômage, de transition écologique, de réforme sociale, d'amélioration de la santé, etc. La loi de programmation indique que les dépenses de l'Etat hors dette et pensions seront stabilisées en valeur, c'est-à-dire qu'elles baisseront en euros constants (compte tenu des prix). Pour les retraites, ça ne signifie pas que le pouvoir d'achat des retraités augmentera mais qu'il y aura plus de retraités. En fait, la seule dépense sécurisée correspond aux intérêts de la dette publique !

La loi encadre l'évolution des dépenses des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale, plus particulièrement les dépenses d'assurance maladie. L'objectif est que les régimes sociaux deviennent excédentaires, indépendamment des besoins. Les concours de l'Etat aux collectivités territoriales (communes, départements...) seront stabilisés en 2013, puis réduits annuellement de 750 millions d'euros en 2014 et en 2015. Cela implique que les collectivités locales auront moins de ressources en provenance de l'Etat alors que celui-ci lui leur a transféré des charges (notamment en matière sociale).

La loi de programmation annonce la stabilisation des effectifs de l'Etat. Les augmentations du nombre de postes pour les secteurs « prioritaires » seront compensées par des baisses d'effectifs ailleurs. La réduction

du pouvoir d'achat des fonctionnaires est programmée. Les difficultés de fonctionnement de certaines administrations vont s'accroître.

LE BUDGET 2013

Texte suivant et travaux pratiques de cette orientation: le budget pour 2013. « *Un budget de rigueur, mais de gauche* », titre *Libération* fin septembre. Le projet de budget 2013 prévoit de baisser le déficit public de 30 milliards en augmentant les impôts de 20 (10 sur les ménages et 10 sur les entreprises) et en diminuant les dépenses de 10.² Pour ce qui est des recettes, Moscovici n'avait pas craint pas d'affirmer que « *neuf Français sur dix ne seront pas concernés par les augmentations de fiscalité* ». Le bobard a été largement dévoilé dans la grande presse, y compris celle dite de gauche.

La réforme de l'impôt sur le revenu est très limitée. La nouvelle tranche supérieure à 45%, qui concerne environ 50 000 contribuables gagnant plus de 150 000 euros dans l'année (les 1% les plus riches) n'est qu'un alignement sur l'Allemagne (45%) et le Royaume-Uni (50%). La taxe de 75% est exceptionnelle (pour deux ans) et ne portera que sur les seuls revenus d'activité des personnes (1500 environ) gagnant plus de 1 million d'euros dans l'année. Or, contrairement au commun des mortels, les revenus de cette catégorie sont très majoritairement des revenus du capital, les salaires n'y entrant que pour 20%. En revanche, le gel du barème de





l'impôt sur le revenu (celui-ci ne tiendra plus compte de l'inflation) augmentera la charge de 16 millions de foyers fiscaux, bien au-delà donc des riches et même de ce qu'on pourrait appeler les «classes moyennes supérieures», et rapportera beaucoup plus à l'Etat.

La réforme Sarkozy de l'ISF (impôt sur la fortune) de 2011 n'est même pas complètement abolie. La plupart des niches fiscales demeurent. Les biens professionnels, essentiel du patrimoine des très riches, ne sont pas concernés, ni les œuvres d'art, ni des investissements dans les PME. Les revenus compris entre 800 000 et 1,3 million d'euros restent épargnés. Finalement, alors que la réforme Sarkozy a fait perdre 1,9 milliard d'euros annuels à l'Etat (sur 4,5 milliards de rendement avant la réforme), la contre-réforme Hollande ferait regagner à l'Etat seulement 1 milliard. Un pas en avant, deux pas en arrière.

TOUJOURS SCANDALEUSEMENT INÉGALITAIRE

Enfin, le gouvernement ment en affirmant que désormais les revenus du capital seront autant imposés que ceux du travail. Certes, le plafonnement plus strict des niches fiscales peut aller dans ce sens. Sauf que... le gouvernement a capitulé sans aucune résistance devant les entrepreneurs «pigeons»: ils continueront de payer seulement 19 % d'impôts sur leurs plus-values tirées de la vente des «titres de participation» au capital des entreprises! De plus, la taxe de 75 % épargne les revenus du capital. Les dividendes (les revenus des actions) continueront de bénéficier d'un abattement de 40 % (pour 100 000 euros de dividendes, l'impôt est calculé sur 60 000 euros). Le ministre du budget, Jérôme Cahuzac, a déclaré que ces ajustements «coûteront plusieurs centaines de millions d'euros» et que «cet impact devra être compensé». Les vrais pigeons seront les salariés.

La «15^e proposition» du candidat Hollande disait: «Nul ne pourra plus tirer avantage des niches fiscales au-delà d'une somme de 10 000 euros de diminution d'impôt par an.» En fait, ce n'est qu'en 2014 que le plafonnement sera porté à 10 000 euros... sauf que des niches fiscales énormes, comme celle qui permet de déduire de ses impôts tout investissement réalisé dans les DOM-TOM (un hôtel, l'achat d'une entreprise, l'achat d'un voilier de luxe...), qui n'a aucune efficacité prouvée pour le développement et l'emploi dans ces territoires, et qui coûte des milliards chaque année à l'Etat, sont exclues de ce plafonnement.

Le système fiscal français restera donc

scandaleusement défavorable aux classes populaires. L'impôt progressif (l'impôt sur le revenu) l'est en fait peu, et la réforme en cours ne va infléchir cela que très marginalement, tout en continuant d'épargner largement les revenus du capital. La part de l'impôt progressif reste d'ailleurs mineure dans le total des impôts collectés, par rapport à des impôts beaucoup plus injustes socialement, car seulement proportionnels (la CSG) ou homogènes (la TVA).

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT ET DES EFFECTIFS

Du côté des dépenses, les 10 milliards de baisse épargneront le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes cher au Premier ministre qui était député-maire de Nantes. Ils se verront à la fois sur les effectifs et sur les salaires. La masse salariale de l'Etat est pratiquement stabilisée, ce qui signifie une baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Il faut noter que ce gel des salaires concernera aussi les hôpitaux et la fonction publique territoriale.

En matière d'effectifs, le gouvernement présente ses trois priorités: éducation, emploi, police-justice, et affiche des créations d'emplois dans ces domaines: +10 000 dans l'éducation, +1 000 pour police-justice, +800 à Pôle emploi. Mais ces créations sont plus que compensées par la diminution de 12 300 postes dans les autres ministères. Globalement, la RGPP (révision générale des politiques publiques) continuera, mais sous le nouveau sigle de MAP (modernisation de l'action publique)!

NUAGES SUR LA PROTECTION SOCIALE

Pour ce qui est des hôpitaux, l'enveloppe qui leur est destinée augmentera en 2013 au même rythme que sous Sarkozy (+ 2,6 % en valeur, pour 2,5 % en 2012). Cela signifie la poursuite des suppressions de postes à l'hôpital public. La loi de financement de la Sécurité sociale est de la même veine que le budget. Il y a certes les baisses de prix de médicaments imposées aux groupes pharmaceutiques et les mesures de remboursement des IVG et de la contraception pour les mineures. Mais une série de mesures va frapper les malades et détériorer la qualité des soins: restriction des prescriptions d'arrêts de travail, «rationalisation des achats hospitaliers», limitation du recours à l'hospitalisation, maintien du «jour de carence» pour les fonctionnaires décidé par Sarkozy l'an passé.

Les allègements des cotisations sociales employeurs (30 milliards d'euros) sont bien sûr maintenus. Par ailleurs, un «Haut-

Conseil du financement de la protection sociale», créé sous Sarkozy en mars 2012, a été installé par Ayrault le 26 septembre. Il doit proposer, selon ce dernier, une réforme du financement qui prendra en compte une «feuille de route sociale (...) qui intègre sans tabou la question de la compétitivité». Les attaques contre le système de protection sociale ne font que commencer.

Et ce ne sont pas les mesures limitées annoncées le 10 décembre dernier qui vont beaucoup améliorer le tableau: elles vont tout juste un peu panser quelques plaies accrues par la crise et la politique antérieure. Les personnes qui bénéficient de ces aides ont vu leur niveau de vie décrocher progressivement par rapport au reste de la population, car les prestations sont revalorisées nettement moins vite que les salaires. Résultat, le RSA équivaut à moins de 43 % du SMIC, contre presque 50 % lors de la création du RMI il y a vingt ans. Les 10 % d'augmentation du RSA en cinq ans annoncés par Ayrault ne rattraperont nullement cette perte de pouvoir d'achat.

ET 20 MILLIARDS DE CADEAU AUX PATRONS!

Le deuxième collectif budgétaire pour 2012 contient avant tout le «crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi» (CICE) pour les entreprises, décidé suite à la publication du rapport Gallois. Un cadeau de 20 milliards d'euros sur trois ans, dont 10 milliards dès la première année. Les proclamations de Hollande et Ayrault sur le caractère «juste» de l'effort de 30 milliards d'euros demandé en 2013 pour atteindre l'objectif de réduction du déficit à 3 % sont donc vides de sens: les ménages débourseront bien 10 milliards d'impôt de plus; les dépenses seront rabaîtées de 10 milliards; quant aux entreprises, si elles paieront 10 milliards de plus... cela leur sera remboursé! Et l'année d'après, le remboursement atteindra 15 milliard, puis 20 milliards. Quand il y aura encore 10 milliards de réductions supplémentaires des dépenses. Le quotidien *Les Echos* du 1^{er} décembre faisait le bilan des mesures fiscales de Hollande-Ayrault en titrant «Les entreprises sauvent la mise». Et d'expliquer que le crédit d'impôt compensera à terme (d'ici à 2015) l'ensemble des prélèvements supplémentaires instaurés depuis l'été. Quant aux salariés, aux chômeurs et aux retraités, ils auront la joie de voir revenir une TVA à la hausse alors que le projet de TVA «sociale» de Sarkozy avait été annulé six mois plus tôt. □

RÉPRESSION **VALLS MÈNE LA DANSE**

PAR JIHANE HALSANBE

Depuis sa nomination au ministère de l'Intérieur, Manuel Valls, loin de rompre avec les pratiques répressives et discriminatoires de son prédécesseur, Claude Guéant, a renforcé ces dernières.

Une politique au service du patronat, censée museler toute contestation en temps de crise, qui flatte les préjugés racistes.

Lors de son récent passage à l'émission *Des paroles et des actes*, le 6 décembre sur France 2, Manuel Valls, « premier flic de France », s'est qualifié de tenant de la « gauche efficace ». Une gauche où il n'y a « pas de place pour les faux espoirs, pas de place pour le romantisme ». Populaire avec 54% d'opinions positives en novembre 2012, il l'est d'abord à droite. Serge Dassault est « très heureux de son action, et c'est pour ça que certains journaux le soutiennent », précisant que son action « pour les Roms, c'est très bien ». Jean-Pierre Raffarin, quant à lui, félicite ce « ministre de droite ». Erreur de casting à gauche ? Nullement. Il y a certes une répartition des rôles entre Arnaud Montebourg – censément le cœur à gauche – et Manuel Valls, auquel Martine Aubry écrivait en juillet 2009 dans une lettre ouverte : « Si les propos que tu exprimes reflètent profondément ta pensée, alors tu dois en tirer pleinement les conséquences et quitter le Parti socialiste. » Mais il y a une différence de taille entre les deux hommes au gouvernement. Le premier gesticule fébrilement de PSA à Arcelor, en passant par d'autres entreprises touchées par des plans de licenciement, et rentre toujours bredouille. Le second, en revanche, applique pas à pas sa politique. Et cela correspond à un choix du gouvernement : quelques bons sentiments sans effet aucun, mais surtout des coups, pour les victimes de la crise.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

A l'été, le ministre de l'Intérieur s'est illustré par les évacuations de camps de Roms, qui ont jeté sur les routes au moins 2000

personnes ; opérations qui ont valu à la France d'être épinglée par Amnesty International. La même politique sous Sarkozy avait provoqué des manifestations et faisait dire à Manuel Valls à l'été 2010 : « On désigne des populations à la vindicte, on crée une immense confusion. Une nou-

velle fois, le président de la République, son gouvernement et sa majorité jettent les Français les uns contre les autres, c'est insupportable (...) Les gens du voyage travaillent pour la plupart et sont des compatriotes. On est en train, une nouvelle fois, de réveiller cette peur qui existe et qui est an-



© Photothèque Rouge, Guy Laher



centrale à l'égard des gens du voyage, c'est tout à fait insupportable.¹ » Mais cet été là, il n'était pas ministre...

Depuis, il persiste et signe, notamment avec sa décision toute démagogique de mettre fin à l'aide au retour pour les Rroms. Une mesure qui, en temps de crise, a précisément l'avantage de désigner « des populations à la vindicte » et de « réveiller » des peurs... Une vieille politique des classes dominantes, auquel le gouvernement souscrit. La semaine où il recule lamentablement devant le plan social qui touche les salariés de Florange, il peut donner à bon compte quelques motifs de satisfaction dans les conversations du café du commerce. Car la mesure est populaire, au moment où chacun parmi les plus démunis est sommé de se serrer la ceinture, et alors que les dépenses publiques sont constamment sous le coup de nouvelles coupes. « Pourquoi paierait-on pour les Rroms ? » entend-on, tandis que Lakshmi Mittal et consort continuent de licencier à tour de bras. C'est cela « la gauche efficace » : les « pigeons » et autres vautours volent en toute liberté, la traque en revanche perdure pour les plus démunis.

A commencer par les sans-papiers qui sont laissés dans le même état que sous le précédent gouvernement. Très attendue, la circulaire sur l'admission au séjour, présentée le 28 novembre, ne change à peu près rien. Si à la marge quelques critères de régularisation ont été explicités, la politique du chiffre est toujours à l'œuvre. Comme sous Claude Guéant, 30 000 sans-papiers pourraient être régularisés par an, mais Valls précise aussitôt que les expulsions seront plus nombreuses en 2012 qu'en 2011, pourtant une année record. Le patronat pourra donc continuer à disposer de cette main-d'œuvre bon marché et corvéable à souhait. Les préfetures continueront d'interpréter cette circulaire – autrement moins contraignante qu'une loi – à leur guise, car il ne s'agit que de « guider les préfets dans leur pouvoir d'appréciation ». Mais fallait-il attendre d'un gouvernement incapable de prendre une mesure contre le patronat qu'il mette fin à la précarisation scandaleuse des travailleurs sans-papiers ?

LES CONTRÔLES AU FACIÈS CONTINUENT

Ex-maire d'Evry qui se pavanait le 7 juin 2009 sur le marché de sa ville en déclarant : « Belle image de la ville d'Evry... Tu me mets quelques blancs, quelques whites, quelques blancs ! », Manuel Valls s'illustre de longue date par ses positions réactionnaires. Alors

que le gouvernement s'était engagé à mettre fin aux contrôles au faciès, il s'est allègrement assis sur cette mesure pour ne pas incommoder la police. Pourtant, d'après une étude du CNRS² de 2009, les personnes de type arabe et noir ont respectivement 7,8 et 6,7 fois plus de « chances » d'être soumises à des contrôles d'identité que les blancs. Plus grave, suite aux quelques dizaines de manifestants rassemblés à Paris à la mi-septembre pour protester contre une vidéo américaine jugée insultante à l'égard des musulmans, Valls a fait procéder à l'interpellation parfaitement arbitraire, place du Trocadéro³, de toutes les femmes voilées ayant le malheur de passer par là et de toute personne de type maghrébin les accompagnant, supposée musulmane pour l'occasion. La menace salafiste, remise à l'ordre du jour pour l'occasion, devait être démantelée...

Et la menace terroriste n'est jamais loin avec lui. Il a été l'un des seuls socialistes à réclamer l'extradition de Cesare Battisti. En 2005, lors des émeutes en banlieues, il ne vote pas contre l'extension de l'état d'urgence... En tant que ministre, il monte encore d'un cran. Le 1^{er} novembre, il livre Aurore Martin, militante du parti basque Batasuna, aux autorités espagnoles (lire l'article en rubrique Actu). Si l'organisation est interdite en Espagne, elle est légale en France. Raison pour laquelle même Guéant s'était opposé à son extradition. Et tant pis pour le tollé à gauche, jusque dans les rangs du Parti socialiste. Que ce soit en donnant des gages à la police sur des pratiques pourtant dénoncées par toutes les associations, ou en répondant aux attentes de l'Etat espagnol, il réaffirme la puissance de l'État. Un État qui ne peut être affaibli en période de crise et doit pour cela assumer ses fonctions répressives.

Alors que les plans de licenciements se multiplient, les salariés de PSA et d'autres entreprises, rassemblés le 9 octobre au Mondial de l'automobile, doivent faire face à une armada de CRS venus les empêcher de pénétrer dans le salon, à grand renfort de lacrymogènes. Il ne faudrait pas que ceux-là mêmes qui produisent les véhicules viennent gâcher la fête des grands constructeurs avec leurs viles requêtes sur l'emploi. La gauche gouvernementale est bien là, au travers des forces de l'ordre dépêchées sur place, pour protéger Renault, PSA, Ford et consort. C'est la crise et « la gauche efficace » fait des choix !

A Notre-Dame-des-Landes, où le projet de construction d'un nouvel aéroport est très fortement contesté par la population locale,

avec un fort soutien militant, le gouvernement est aussi présent via les CRS : gaz lacrymogènes, grenades assourdissantes, destruction des bâtiments occupés par les manifestants, expulsion forcée des terrains. C'est que Valls estime « qu'il est hors de question de laisser un kyste s'organiser ». Le mot est lâché. Les mobilisations sont un kyste sur le corps social. Il faut nettoyer tout cela.

QUE L'ORDRE RÈGNE

Reste que Valls est le ministre le plus populaire du gouvernement. Sans doute l'opinion de droite n'y est pas pour rien, mais cela n'explique pas tout. La démagogie chauvine contre les Rroms, les passants musulmans transformés en salafistes, le rejet du droit de vote des étrangers, tout cela alimente – au moment où il faut les combattre – les préjugés d'un vaste milieu, y compris populaire. Laurent Muchielli, sociologue spécialiste des questions de sécurité, notait déjà en 2011⁴ : « M. Valls est proche d'un certain terrain politique : celui des plaintes de ses administrés, des courriers de protestation reçus en mairie, des propos entendus en serrant des mains sur le marché le samedi matin ou encore de ce que lui racontent les policiers municipaux de sa ville. » Mais, ajoutait-il : « Il est totalement éloigné de ce que peut être un diagnostic global d'un problème de société et l'approche impartiale d'une réalité complexe. » A l'heure où la gauche au pouvoir a décidé de ne faire aucune concession économique ou sociale à la grande majorité, elle en fait en revanche aux préjugés parmi les plus crasses.

Les temps sont durs. L'ordre inique des licenciements, des marchés, des actionnaires doit être maintenu, d'autant plus que la crise précarise à toute vitesse une fraction notable de la population, qu'il faut faire passer les accords de compétitivité, les crédits d'impôt aux entreprises, alors que les impôts des ménages augmentent... et que tout cela crée du mécontentement. Bien au-delà du personnage, les classes dominantes ont actuellement besoin de diviser les opprimés comme d'une police prête à intervenir dans les conflits sociaux. Plus qu'une ressemblance avec Sarkozy, frappante au demeurant, c'est la continuité d'une politique répressive au service du capitalisme qui s'applique. □

1. Interview donnée à RMC, le 29 juillet 2010. Voir www.rmc.fr/editorial/120052/valls-le-sarkozysme-cest-du-bougisme-sans-cap

2. Etude disponible sur www.cnrs.fr/insrs/recherche/docs-actualites/rapport-facies.pdf

3. Voir la vidéo sur www.youtube.com/watch?v=MdYNv8oVOVw

4. « La posture autoritaire et populiste de Manuel Valls », Le Monde, 5 juin 2011.

VERS UNE « FLEXISÉCURITÉ » À LA FRANÇAISE ?

PAR YANN CÉZARD

Le gouvernement Hollande-Ayrault la veut et le Medef l'exige, au nom de la « compétitivité » : la flexisécurité viendra ces prochains mois au premier plan de l'agenda politique et social. Pour les salariés, ce projet signifie une régression sans précédent. Pourtant les principales directions syndicales ont toutes accepté de participer aux négociations dans le cadre du « dialogue social ».

Quand l'agence de notation Moody's a dégradé la note de la dette française, en novembre, elle a néanmoins félicité le gouvernement socialiste pour ses efforts de rigueur budgétaire, tout en s'inquiétant de la réforme du marché du travail. Or dès le 13 novembre, lors de sa conférence de presse, peu de jours avant l'annonce de Moody's, Hollande avait demandé aux syndicats et au patronat d'aboutir à un « accord historique » pour donner « aux salariés et aux entreprises plus de souplesse et plus de protection face aux aléas de la conjoncture. » Et signalé que faute d'un accord avant la fin de l'année 2012, le gouvernement légiférerait lui-même. Puis c'était Moscovici le 20 novembre : « La réforme du marché du travail, nous la ferons. Mais pas parce que Moody's le demande. Parce que la France en a besoin. (...) Mais attention (...) nous la ferons, mais avec une logique de gauche. »

« DE GAUCHE » ?

LES PATRONS VONT TREMBLER ALORS ?

Mais que veut dire exactement « de gauche » ? Il fallait un grand homme, de gauche, comme François Chérèque pour nous l'expliquer, dans une interview au *Nouvel Observateur* du 21 novembre. Il se félicite d'abord du « pacte de compétitivité » (avec ses 20 milliards de cadeau au patronat) : « C'est un virage pragmatique, bienvenu. Il y a les promesses de campagne et la situation qu'on trouve quand on arrive au pouvoir. Mais nous voulons des contreparties. » Lesquelles ? Il faudrait « une

modulation des cotisations chômage selon la durée des contrats » (c'est aussi une proposition de FO en échange d'un éventuel accord) et « l'amélioration des droits des salariés licenciés (formation, généralisation des complémentaires santé) ». Quant aux accords-compétitivité, il est pour, à condition que « les patrons acceptent d'anticiper les difficultés en discutant des stratégies avec les représentants du personnel » !

Un accord gagnant-gagnant donc, qu'il incombe au patronat de mettre en musique.

LES REVENDECTIONS DU PATRONAT

Le Medef (associé à l'UPA et à la CGPME représentant les petites entreprises) a d'abord présenté un texte purement provocateur, le 14 novembre, puis le 29 novembre, après protestations syndicales, un nouveau texte (plus « équilibré » comme diraient les socialistes), qui propose de se concentrer sur « deux points :

- sécuriser les parcours professionnels des salariés, en créant de nouveaux droits attachés non pas au statut mais à la personne (...)

- donner aux entreprises la flexibilité nécessaire pour réagir efficacement aux fluctuations conjoncturelles et développer l'emploi. »

Flexibilité pour le patron, sécurité pour le travailleur... sauf qu'il s'agit en fait de « sécuriser » la « personne » plutôt que « le statut », c'est-à-dire détruire les statuts et donner des miettes en échange aux salariés précarisés, réduits au rôle d'auto-entrepreneurs d'eux-mêmes. Le patronat propose donc d'accélérer le démantèlement du CDI :

- En développant par exemple la mise en œuvre du « contrat de travail intermittent » (alternant périodes travaillées et non travaillées), notamment dans les entreprises de moins de cinquante salariés, et le « contrat de projet à durée indéterminée », un contrat de mission ou de chantier qui se termine avec la fin de celui-ci, avec licenciement « pour motif personnel » et non pour « cause économique » (plus favorable au salarié) ;

- En facilitant les reclassements autoritaires. Le chapitre « gestion active des emplois et des compétences » demande la possibilité pour un patron d'imposer à sa guise

un changement de poste ou de lieu de travail, pourvu que le trajet domicile-travail ne nécessite pas plus de 1h30 de transport ! Or « le refus par le salarié de changer de poste ou de lieu de travail n'entraîne pas son licenciement pour motif économique. Il s'agit d'un licenciement pour motif personnel ouvrant droit à un accompagnement renforcé. »

LA « SÉCURISATION JURIDIQUE » DES LICENCIEMENTS

Car, on l'ignore trop souvent, les patrons vivent dans la peur... des lois, des statuts, des juges. Et comme ils ont peur de licencier, alors ils ont peur d'embaucher. « L'insécurité juridique qui entoure les procédures liées aux licenciements économiques est néfaste aux entreprises mais aussi aux salariés, car elle concentre l'énergie des acteurs sur le contentieux, au lieu de la diriger vers le reclassement et l'emploi. » Il faudrait « favoriser l'embauche des salariés [leur licenciement en fait] en rationalisant les procédures du contentieux judiciaire », car celui-ci (« irrationnel » donc) a un « effet dissuasif sur les entreprises, notamment les PME. »

Le texte patronal (intitulé « pour la sécurisation de l'emploi ») propose donc :

- De « sécuriser » les plans sociaux (PSE, plans de sauvegarde de l'emploi), c'est-à-dire les verrouiller en les mettant hors de portée de la justice. Ils seraient proposés à « l'homologation par l'administration » sous 15 jours, son silence valant consentement. Le salarié ne pourrait exercer de recours que devant la justice administrative et sa capacité de contestation serait limitée à 3 mois au lieu de 12. En cas d'accord avec des syndicats majoritaires, le PSE serait « réputé valide » et les licenciements « réputés avoir une cause réelle et sérieuse ».

- De sécuriser les licenciements : il ne serait plus possible à un juge d'annuler « un licenciement pour vice de forme ou de procédure » et pour « imprécision de la lettre de licenciement ». Le délai de prescription passerait à 12 mois au lieu de 5 ans (pour qu'un salarié puisse réclamer



aux prud'hommes des « rémunérations non versées, comme les congés payés et les heures supplémentaires », et les indemnités que peut décider un juge en cas de licenciement jugé abusif seraient plafonnées.

LA GÉNÉRALISATION DES ACCORDS-COMPÉTITIVITÉ

Les « accords compétitivité », rebaptisés ici « accords de maintien dans l'emploi », « se développent sur le territoire national. Ceci étant, malgré leur utilité reconnue par les IRP [institutions représentatives du personnel] dans les entreprises – ce dont témoigne un certain nombre d'accords récents – ces accords ne bénéficient pas, en l'état actuel du droit, de sécurité juridique suffisante pour les salariés et les entreprises. »

Pour les multiplier, le Medef propose donc de les rendre intouchables en justice, en échange d'un très modeste encadrement. Ils devraient être liés à des « difficultés conjoncturelles » (ça ne mange pas de pain) et à des accords majoritaires valables deux ans. Mais sans aucun engagement réel du patron en matière d'emploi: « En contrepartie des efforts demandés, il faut examiner les garanties telles que le partage du bénéfice économique de l'accord arrivé à échéance »...

Pire encore: « En cas de refus du salarié des mesures prévues par l'accord, la rupture du contrat de travail qui en résulte s'analyse en un licenciement économique dont la cause réelle et sérieuse est attestée par l'accord précité. L'entreprise est exonérée de l'ensemble des obligations légales et conventionnelles qui auraient résulté d'un licenciement pour motif économique. »

L'objectif est de généraliser les chantages à l'emploi. Avec les résultats qu'on connaît déjà. A Continental Compiègne, les salariés avaient consenti à travailler quatre heures de plus par semaine pour 90 euros mensuels, et l'usine a été fermée. A General Motors, soumise à un accord de même type, l'usine est menacée. En ce moment même, la direction de Renault essaie d'imposer aux salariés une nouvelle organisation et une augmentation du temps de travail et une baisse de fait des salaires. Pour « convaincre » les syndicats de consentir à de tels accords pour obtenir un « bon arbitrage » dans la répartition de la production entre les différentes usines, elle invite les Français à se comparer à leurs « concurrents » espagnols, les Espagnols aux Roumains, et les Roumains aux Marocains de Tanger!



ET EN ÉCHANGE DE TELLES RÉGRESSIONS ?

Des « droits nouveaux » pour des précaires... plus précaires et plus nombreux. Selon la généreuse logique « Donne-moi ta montre et je te donnerai l'heure », le patronat propose de « créer des nouveaux droits pour les salariés afin de sécuriser les parcours professionnels ». L'idée est d'ailleurs introduite par cette saillie significative: « Si seulement 10 % des salariés en France sont en contrat à durée déterminée, ceux-ci alternent périodes de travail et de chômage dans des conditions insatisfaisantes. » « Seulement 10 % »? On pourrait donc aller beaucoup plus loin si on leur accordait quelques droits nouveaux... Comme par exemple:

- « développer la couverture santé complémentaire », « renforcer l'efficacité de la portabilité des droits en santé et prévoyance en mutualisant son financement », inciter toutes les branches à entamer des négociations pour

une « couverture collective à adhésion et cotisation employeur et salarié obligatoires »;

- « créer des droits rechargeables à l'assurance-chômage (...), le système d'assurance-chômage peut être davantage mobilisé pour inciter à la reprise d'emploi et mieux sécuriser les parcours professionnels ». Mais: « la création de droits rechargeables » serait « compensée financièrement » par un allongement de la durée de cotisation nécessaire. Histoire que ça ne coûte rien au patronat quand même!

- « créer un compte individuel de formation, universel et transférable quel que soit le parcours du salarié », en fait surtout assouplir les conditions d'accès au CIF (compte individuel formation) pour les salariés de moins de 30 ans.

Enfin, il y a un petit cadeau pour les directions des grandes organisations syndicales elles-mêmes: « Renforcer l'information des



© Wiki Commons / Université d'été 2010 du Medef

salariés sur les perspectives et les choix stratégiques de l'entreprise pour renforcer la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences». Un chapitre encore flou, destiné à satisfaire tous les petits et grands Chérèque.

L'OFFENSIVE LIBÉRALE DU GOUVERNEMENT

Sous le masque hypocrite du « dialogue social », le gouvernement socialiste a sciemment ouvert la boîte de Pandore d'une négociation qui se fait d'emblée sur les revendications du Medef, parce que chacun sait que c'est dans son dos que souffle le pouvoir. D'autant plus que Hollande n'a même pas fait mine de demander au patronat des contreparties formelles en échange de son pacte de compétitivité à 20 milliards d'euros. Le Medef aurait tort de se gêner quand il adresse sa nouvelle liste de Noël aux socialistes.

Le patronat et le gouvernement sont d'ac-

cord pour juger stratégique cette réforme du marché du travail, c'est-à-dire de précarisation accrue des salariés. Car il s'agit non seulement d'imposer des régressions sociales, mais de changer le rapport de forces encore un peu plus en faveur du patronat : précariser les travailleurs et aggraver la concurrence entre eux pour l'emploi, c'est les rendre moins capables de se battre pour leurs intérêts. C'est un levier essentiel pour baisser les salaires et aggraver l'exploitation.

Partout en Europe, c'est le même triptyque que les gouvernements cherchent à imposer : la baisse des dépenses publiques, la baisse des salaires, et la « réforme du marché du travail ». C'est leur « solution » (violemment libérale) à la crise. Les socialistes s'y sont complètement ralliés. □

Un accord peut-il être signé ?

Au vu de l'incroyable liste au Père Noël que le patronat adresse, à travers cette négociation, à François Hollande, il semble peu imaginable qu'un syndicat puisse signer un tel accord. Et pourtant...

Le 14 novembre, quand le Medef a proposé son premier texte, vide de « contreparties », certains syndicats se sont exprimés avec modération. Pour le négociateur CFDT Patrick Pierron, « ce texte, assez éloigné de ce que l'on veut, ouvre de petites portes. Il a au moins le mérite d'ouvrir la négociation. » Depuis, comme l'a dit Le Figaro, « le patronat a lâché du lest ». Et commencé à évoquer des « avancées » demandées par la CFDT, comme ces droits élargis pour les précaires et des droits étendus, au moins à l'information, pour les représentants syndicaux.

Ce que demandait explicitement François Chérèque dans Le Nouvel Observateur du 21 novembre : il faudrait « donner de réels pouvoirs aux instances de représentation du personnel, quelle que soit la taille de l'entreprise, sur l'anticipation des évolutions économiques des entreprises et le partage de la valeur ajoutée. (...) Le patronat doit sortir de ses vieux schémas et intégrer un élément essentiel du rapport Gallois : le dialogue social et le partage des informations sont des facteurs de compétitivité. » Le rapport Gallois a préconisé en effet d'accorder quatre places aux syndicats dans les conseils d'administration des entreprises de plus de 5 000 salariés, à l'exemple de ce qui se fait en Allemagne. Le Medef et la CFDT se font des clin d'œil dans un menuet arrangé à l'avance.

Force Ouvrière s'est dit disponible pour un accord, avec une condition : la taxation des contrats courts. Pour l'instant le Medef refuse... au nom des petites entreprises, dont les organisations (CGPME et UPA) ont crié à leur assassinat à l'évocation d'une telle réforme. A suivre...

Enfin, il semble fort peu probable que la CGT signe quoi que ce soit. Cependant, dans un communiqué virulent (« Le Medef veut imposer une régression historique ! »), sa direction a glissé : « Le Medef refuse de discuter de mutualisation des moyens entre entreprises pour permettre la continuité de l'emploi, de la portabilité ou de la transférabilité des droits. » La CGT imagine elle aussi ses « petites portes »... Une façon de justifier sa place dans cette galère du « dialogue social ».

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE QUI N'EN A QUE LE NOM

Le programme de campagne de François Hollande prévoyait de lancer une transition énergétique version PS, à savoir sortir du «tout» pétrole pour les transports et du «tout» nucléaire pour l'électricité, en diversifiant les sources d'énergie. Pas question pour lui de se sentir lié par le modeste accord PS-EELV, prévoyant de ramener la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 à 50 % à l'horizon 2025. L'unique fermeture de centrale programmée était Fessenheim et le chantier de l'EPR de Flamanville devait être poursuivi. Dès sa campagne, Hollande privilégiait par ailleurs les incitations fiscales pour la consommation et la production d'énergies renouvelables sur la recherche de la sobriété énergétique. La France, forte de ses coûts de l'électricité nucléaire artificiellement faibles (car ne

tenant pas compte du coût réel du démantèlement des centrales et du traitement des déchets) est d'ores et déjà en retard sur ses voisins européens, surtout l'Allemagne, en matière d'énergie renouvelable.

Les travaux du «Conseil national du débat sur la transition énergétique» ont démarré à Paris le 29 novembre. Son comité de pilotage est à la botte du nucléaire, avec la ministre Delphine Batho («*La France a durablement besoin du nucléaire*»), Atomic Anne (Lauvergeon, ex-PDG d'AREVA), Pascal Colombani (ancien administrateur du CEA – le Commissariat à l'énergie atomique –, il s'est depuis défilé), Jean Jouzel (climatologue, directeur de recherche au CEA, associé sous le précédent gouvernement au plan d'adaptation au changement climatique de Kosciusko-Morizet) et Bruno Rebelle (PS, EELV, PS, campagne Royal...) Il supervise

sept collègues de seize membres chacun, un comité d'experts et, enfin, un comité de citoyens qui aura un rôle... consultatif.

On comprend que Greenpeace et les Amis de la Terre, qui s'étaient laissés embrigader dans le Grenelle de l'environnement aient refusé de participer à cette nouvelle mascarade.

D'ailleurs, quelle crédibilité accorder aux défenseurs d'un projet d'aéroport international qui est un véritable caprice anti-écologique, et à ceux de l'EPR dont les dépassements budgétaires énormes augurent mal des tarifs de l'électricité qu'il produira?

L'autorisation des forages au large de la Guyane et le refus de la France de pénaliser l'importation du pétrole issu des sables bitumineux confirment de plus les ambiguïtés du gouvernement à propos de l'extraction des gaz de schiste. □

DÉCHETS NUCLÉAIRES, OU L'AVENIR RADIEUX EMPOISONNÉ

La semaine européenne de réduction des déchets a eu lieu du 17 au 25 novembre. Bien sûr, les déchets nucléaires qui menacent la planète et empoisonnent nos vies en sont exclus... Et pour cause! Comment réduire ces déchets alors que le nucléaire reste la principale source de production d'électricité et qu'aucune solution technique n'existe pour les éliminer? Pendant ce temps, les déclarations du ministre Montebourg, pour qui le nucléaire est une filière d'avenir, éclairent les intentions gouvernementales de poursuivre cette technologie dévastatrice. En France, les stocks de déchets radioactifs s'élèvent à plus 1,3 million de m³, dont des milliers de m³ de déchets radioactifs de haute activité et à vie longue attendant

d'être stockés à 500 m sous terre. Cet enfouissement devrait débuter en 2025 à Bure (Meuse). Outre les budgets énormes nécessaires à ce stockage, le fait qu'on ignore leur évolution (risque d'incendie dû à la présence de bitume, dégagement d'hydrogène), ou encore l'incertitude quant à ce que sera la situation politique dans 500 ou 1000 ans, devraient inciter à la prudence. Mais en même temps, qu'en faire puisque La Hague, Tricastin et Marcoule débordent? L'irresponsabilité des nucléocrates est sans limites: après les avoir coulés en mer dans les années 1950, logés en milieu polaire, dans les déserts, ils s'appêtent à les enfouir profondément dans le sol, pour l'éternité. Mais comment assurer un contrôle sur des milliers voire des millions d'années, durée de vie de

la radioactivité de ces déchets? La pire des solutions est évidemment de renoncer totalement à ce contrôle et de confier ces sinistres rebus à la terre en faisant le pari insensé que la radioactivité restera éternellement confinée. Il est criminel de léguer un tel risque à nos descendants, pour des centaines de générations. Le nucléaire génère une multitude de poisons radioactifs, des mines d'uranium aux fûts de déchets, en passant par les centrales et les installations militaires. Il faut arrêter d'en produire, la seule solution viable et raisonnable est de s'en passer. Des alternatives existent dès aujourd'hui. D'autres encore sont à améliorer pour les rendre opérationnelles rapidement. Nous n'avons plus le choix: il faut sortir du nucléaire. □

DE LA CRISE DE L'AUTOMOBILE À LA CASSE DES ACQUIS SOCIAUX

PAR RÉGIS LOUAIL

Si l'industrie automobile en France et en Europe connaît une crise de surproduction, les restructurations en cours dans le secteur répondent avant tout à une stratégie du patronat visant à liquider les droits des salariés pour accroître ses profits. Une offensive menée à l'échelle mondiale qui nécessiterait une riposte internationale.

Depuis l'annonce par PSA de la fermeture de son site d'Aulnay-sous-Bois, en juillet dernier, les médias se font régulièrement l'écho de la crise que traverserait le secteur automobile. Le rapport commandité par le gouvernement, suite à cette annonce, et rendu par Emmanuel Sartorius en septembre a validé le projet de fermeture et les arguments avancés par la direction de PSA pour le justifier. Depuis, d'autres constructeurs ont annoncé des projets similaires. Le déclin de l'industrie automobile en Europe semble donc inéluctable, de même que les licenciements qui l'accompagnent. C'est du moins ce que veulent faire croire le gouvernement et la plupart des médias, qui reprennent à leur compte les arguments du patronat. Qu'en est-il vraiment? Avant de détailler les caractéristiques de la crise actuelle de l'industrie automobile et les restructurations auxquelles elle conduit, quelques chiffres permettent de se faire une idée du poids social de ce secteur de l'économie :

- 8 millions d'ouvriers et de salariés sont employés aujourd'hui dans le monde par la construction automobile et la fabrication de pièces ;
- en 2007, le chiffre d'affaires de cette industrie représentait près de 2 000 milliards d'euros ;
- en Europe, l'automobile emploie encore 3,5 millions de travailleurs, soit un dixième des effectifs de toute l'industrie manufacturière européenne.

Ainsi, malgré les restructurations et les destructions d'emplois, l'industrie automobile,

même en Europe, n'est pas un secteur en voie d'extinction. Par voie de conséquence, tout ce qui impacte les rapports de forces entre les travailleurs et le patronat de ce secteur – par le biais des salaires, du niveau et des conditions d'emploi, des conditions de travail et donc des accords de compétitivité qui se négocient actuellement – continue à être un enjeu décisif, aussi bien pour la bourgeoisie que pour les travailleurs. A ce titre, il est utile de rappeler que, dès les premières étapes de son développement, l'industrie automobile a été un des moteurs de l'industrialisation, avec ses méthodes de travail (fordisme à l'origine, toyotisme aujourd'hui), et que ses usines ont souvent été le creuset du mouvement ouvrier organisé. Cela s'est vérifié en Europe occidentale, aux Etats-Unis avec la région de Détroit, en Amérique latine avec les usines du cordon industriel de São Paulo, plus récemment en Roumanie avec l'usine Dacia de Pitesti et aujourd'hui en Asie (Corée, Chine) ou en Inde.

UN SECTEUR-CLEF DE L'OFFENSIVE PATRONALE

Le fait nouveau, en revanche, c'est que sous le prétexte de la crise, le patronat veut faire de l'industrie automobile le vecteur de ses contre-réformes. Le patronat y teste ses offensives, en termes de nouvelles formes d'organisation du travail, de tentatives de liquidation des conventions collectives existantes, de remise en cause du droit du travail et de recours à la précarisation systématisée. Cela se vérifie avec

la mise en place des premiers accords de compétitivité.

Pour comprendre l'impact médiatique et social qu'a eu l'annonce de la fermeture du site PSA d'Aulnay, il faut souligner que dans le cadre des crises à répétition qui ont frappé l'automobile, il s'agit de la première fermeture d'une usine de ce secteur en France depuis vingt ans, la dernière ayant été celle de Billancourt en 1992. Il faut comprendre à la fois ce que cela signifie et surtout ce que cela inaugure du point de vue de la politique qui va être déployée par tous les constructeurs automobiles implantés en Europe.

Cela signifie tout d'abord que la récession de 2008-2009, qui a touché l'ensemble de l'industrie automobile mondiale, n'a pas fini de produire ses effets. La récession de 2008-2009 s'est étendue de façon simultanée à tous les continents, en raison de la mondialisation de la production automobile, provoquant la chute la plus importante de cette dernière depuis la Seconde Guerre mondiale : 61 millions de véhicules vendus en 2008, contre plus de 73 millions l'année précédente.

Pourtant, dès 2010, la plupart des groupes mondialisés de l'automobile ont connu le retour aux profits, y compris General Motors. Le chiffre de la production automobile mondiale a alors retrouvé et même dépassé le niveau de 2007 avec plus de 77 millions de véhicules produits. Et, en 2011, on a produit plus de véhicules automobiles dans

le monde que jamais : 81 millions. Mais ce rattrapage très rapide n'a été obtenu que par la croissance de la production et des ventes en Chine, au Brésil et en Russie.

UNE RÉORGANISATION MONDIALE

Cela signifie donc que la récession de 2008-2009 a aussi été le moment d'un basculement géographique de la production et des ventes mondiales d'automobiles, même si ce sont encore aujourd'hui les mêmes firmes capitalistes occidentales qui contrôlent le marché international. De ce point de vue, cette récession aura eu trois types de conséquences, selon les continents.

Aux Etats-Unis et en Amérique du Nord, où General Motors et Chrysler se sont retrouvés en faillite et au bord de la liquidation, la crise a entraîné une restructuration violente du secteur et a servi à imposer des reculs sociaux importants : 18 usines ont été fermées, dont 13 sites sur 47 pour le seul constructeur General Motors ; 200 000 emplois directs ont été liquidés. Cette restructuration a aussi été pour les directions de General Motors, de Chrysler et de Ford le moyen d'attaques sans précédent contre les droits collectifs des salariés.

Le syndicat UAW (United Automobile Workers), qui représente la majorité des travailleurs de l'automobile, a accepté de négocier des accords entérinant des reculs sociaux importants :

- la baisse du coût salarial horaire des ouvriers nouvellement embauchés ;
- la modification du financement des retraites, placé dans un fonds approvisionné seulement en partie par le constructeur ;
- l'introduction de clauses dans les accords prévoyant le gel et même la diminution des salaires ;
- l'accroissement de la flexibilité ;
- la renonciation au droit de grève jusqu'à 2015.

D'autre part, en application des accords de renflouement signés en 2009 entre l'administration Obama, d'une part, et General Motors et Chrysler, d'autre part, les salaires et les avantages sociaux des travailleurs de l'automobile ont été bloqués au niveau moyen de ceux accordés aux travailleurs non syndiqués. Mais cette offensive contre les garanties collectives des travailleurs de l'automobile avait déjà débuté avant 2007. De 1979 à 2007, le nombre des salariés dépendant des conventions collectives était déjà passé de 1 500 000 à 500 000.

En Chine, mais aussi en Inde, au Brésil, en

Russie, la croissance de l'industrie automobile se poursuit. En termes de production et de ventes de voitures neuves, la croissance est devenue le fait exclusif des pays dits émergents. En 2011, la Chine a produit 18,5 millions de véhicules (23 % de la production mondiale), contre seulement un peu plus de 2 millions il y a dix ans. Dès 2008, la Chine est devenu le premier producteur mondial d'automobiles pour des véhicules encore principalement destinés au marché chinois, avec très peu d'exportations vers l'Europe ou l'Amérique du Nord. En 2010, les marchés indien, brésilien et russe étaient quant à eux au niveau des principaux marchés ouest-européens, soit une production oscillant entre 2 et 3 millions de véhicules.

La conséquence directe de cette croissance, c'est que les nouveaux lieux de production massive d'automobiles sont devenus le lieu de nouvelles confrontations sociales. Des confrontations qui témoignent de la permanence de la lutte des classes.

En Europe de l'Ouest, la crise persiste et s'aggrave sous la pression de cinq facteurs :

- la tendance à long terme à la stabilisation des ventes en raison des taux de motorisation qui ont atteint des niveaux qui ne seront plus dépassés ;

© Photothèque rouge - JMB /
Le 9 octobre 2012 devant le salon de l'auto



- l'aggravation de l'austérité qui va peser sur les possibilités d'achat de voitures neuves par les salariés, et cela d'autant plus que, sur les marchés traditionnels des pays développés, tous les constructeurs ont eu une politique délibérée de renchérissement du prix des voitures, en fabriquant des modèles de plus en plus sophistiqués, afin de récupérer par l'augmentation des prix, par la marge par voiture ce qui était perdu du fait de l'impossibilité d'augmenter le nombre des ventes ;
- la recherche de débouchés pour les productions européennes ailleurs qu'en Europe a été bloquée, puisque les mêmes groupes contrôlent la production sur les autres continents et utilisent de ce fait de moins en moins la plate-forme européenne pour exporter des voitures finies vers d'autres parties du monde ;
- l'Europe est la zone géographique où la concurrence est la plus aiguë, tous les groupes mondialisés (nord-américains, européens, japonais et coréens) y étant présents pour produire et vendre des véhicules ;
- il n'y a pas enfin de réponse sérieuse en termes de nouveaux débouchés techniques à l'horizon des dix prochaines années, même du côté du véhicule électrique, contrairement à ce que voudrait nous faire

croire Arnaud Montebourg et au discours tenu par le mouvement syndical, qui explique que la sortie de crise est à chercher du côté de l'innovation technologique.

L'ARGUMENT BIAISÉ DES SURCAPACITÉS

D'un point de vue capitaliste, il en résulte une crise durable de surproduction en Europe. Les constructeurs européens affirment que leurs usines ont un taux d'utilisation égal à 60%, alors qu'ils ont fixé leur seuil de rentabilité à 75%. 40% des installations seraient en dessous. Ce qui conduit les constructeurs produisant en Europe à envisager d'appliquer aux usines de ce continent le traitement appliqué par les constructeurs américains aux leurs en 2008-2009 : la fermeture d'une partie d'entre elles. Suite à la restructuration qu'ils ont imposée, les constructeurs nord-américains affirment être parvenus à un taux d'utilisation de 90% de leurs installations.

Pour éviter tout malentendu, il faut bien sûr préciser que le taux d'utilisation des machines à partir duquel un constructeur estime avoir une «surcapacité» – et donc une sous-utilisation de ses infrastructures – est un taux très politique, puisqu'il dépend également des rapports de forces entre les

classes et de ce qu'ils autorisent en terme d'organisation du travail. Ainsi, le taux d'utilisation des capacités des usines automobiles est mesuré par un indice international, appelé «indice Harbour», valable pour tous les constructeurs. Celui-ci détermine qu'une usine tourne à 100% de sa capacité à partir du moment où elle a besoin de deux équipes de travail, 16 heures par jour sur 235 jours par an, soit 3 760 heures par an. Il est alors évident que le taux d'utilisation, ou d'engagement, ne sera pas le même si un constructeur estime pouvoir «engager» ses moyens de fabrication 5, 6 ou 7 jours par semaine, en une, deux ou trois équipes successives.

Sur ce terrain des restructurations qu'on nous présente désormais comme «nécessaires» en Europe, Sergio Marchionne, le PDG de Fiat, a lancé le premier la campagne, dès janvier 2012, en déclarant que l'Europe avait besoin de supprimer 10 à 20% de ses capacités automobiles. Soit la fermeture d'une dizaine d'usines, à un moment où les constructeurs ne voyaient pas de reprise possible pour le marché européen avant 2014. Aujourd'hui, les mêmes constructeurs estiment qu'une



© Photothèque rouge - MILO / Dans la manifestation du 9 octobre 2012



reprise n'est pas envisageable avant 2018, voir 2020 ! Ces objectifs ont été repris par Dan Ammann, le directeur financier de General Motors, le 17 septembre dernier, lorsqu'il a expliqué à des analystes financiers que *« les gens commencent à réaliser qu'il devra y avoir sur un certain temps un ajustement fondamental des capacités de production »*. Des analystes expliquent, dans une étude publiée le 5 septembre, que dix usines pourraient disparaître en Europe et avec elles 80 000 emplois dans les deux à trois ans à venir.

C'est bien ce processus qui s'engage avec l'annonce de la fermeture de PSA Aulnay en France à compter de 2014 et les menaces sur l'usine de Rennes, la disparition programmée de Ford Genk en Belgique à compter de 2014, celle d'Opel Bochum en Allemagne à compter de 2016 et les menaces pesant sur la pérennité de l'usine Fiat de Mirafiori, à Turin, en Italie. En dehors des fermetures déjà annoncées ou réalisées, il y a aussi les menaces à peine voilées de Renault, lorsque son PDG, Carlos Ghosn, déclarait au printemps dernier : *« Nous pouvons arriver à gérer nos surcapacités européennes à moyen et long terme, si et seulement si aucun constructeur ne se lance dans une restructuration. Si un le fait, il forcera les autres à le faire. »*

LA MONDIALISATION DU MOINS-DISANT SOCIAL

En réalité, le premier moteur des restructurations en cours réside dans la mondialisation croissante de tous les constructeurs. Pour ne prendre qu'un exemple, il y a dix ans, l'internationalisation de Renault et PSA se mesurait à la part de leur activité hors de France. Aujourd'hui, leur objectif est d'atteindre, d'ici à 2015, la moitié de leur activité hors d'Europe. Certes, cette mondialisation reste inégale selon les pays et les constructeurs, qui ne disposent pas tous des mêmes moyens d'investir de nouveaux marchés dans le cadre d'une nouvelle répartition des zones de production et de vente. Chaque firme s'internationalise aussi selon des modalités qui lui sont propres : les choix de l'alliance Renault-Nissan ne sont pas ceux de l'alliance Fiat-Chrysler, qui ne sont pas non plus ceux de Volkswagen ou de PSA.

Cette mondialisation de la production automobile a néanmoins une conséquence très concrète et immédiate pour les travailleurs de l'automobile. L'industrie automobile

n'est pas dans la situation d'autres secteurs industriels, comme le textile, où la production a été massivement délocalisée vers des pays où les salaires sont bas. L'Europe, par exemple, continue d'être un continent où les voitures sont fabriquées et exportées. Dans le secteur automobile, la mondialisation a permis en revanche de mettre en concurrence les travailleurs de divers sites de fabrication au niveau continental, voire au niveau mondial, pour parvenir partout au moins-disant social. C'est précisément l'enjeu des négociations autour des accords de compétitivité, à l'image de celles conclues à Sevelnord, filiale de PSA, ou de celles menées chez Renault, quasi simultanément en France et en Espagne.

Sous la pression du chômage et/ou du chantage à la fermeture de sites, les syndicats de Renault, en Espagne et en France, sont mis ou ont été mis en demeure de signer des accords de compétitivité. Le constructeur affirme aux syndicats des sites français que ces derniers sont en concurrence directe avec les sites espagnols. Juste après avoir expliqué aux mêmes sites espagnols qu'ils sont en concurrence avec le site roumain de Pitesti. A Pitesti, le même chantage a été mené en affirmant aux travailleurs roumains qu'ils sont en concurrence directe avec les ouvriers du site marocain de Tanger, où Renault compte assembler, à terme, 400 000 véhicules par an. Le même type de chantage est utilisé par la direction de l'alliance Fiat-Chrysler, en mettant les salariés de Fiat en concurrence avec ceux de ses usines polonaises ou avec ceux des sites américains de Chrysler.

A tout cela, s'est ajouté le démembrement des processus de production du fait de la politique d'externalisation menée par tous les constructeurs, et ce pour toutes les activités considérées comme n'étant pas le « cœur du métier ». Y compris lorsqu'elles concernent directement la fabrication et l'assemblage des moteurs, des boîtes de vitesses et des véhicules. Au travers de cette politique, les constructeurs ont poursuivi un double objectif. D'une part, créer les conditions d'une mise en concurrence de leurs fournisseurs pour abaisser le coût de leurs pièces ouvrées à l'extérieur (POE), tout en atomisant les travailleurs de l'automobile. D'autre part, démanteler les grandes concentrations ouvrières et les rapports de forces qui en résultaient pour le mouvement ouvrier. Aujourd'hui, un constructeur ne produit plus réellement

que 20% environ de la voiture, les 80% restants étant constitués de pièces utilisées pour la fabrication du véhicule, mais fabriquées à l'extérieur par des équipementiers et des sous-traitants.

COORDONNER LES LUTTES EN FRANCE ET EN EUROPE

De toutes ces évolutions, il découle un certain nombre de conséquences pour l'organisation des luttes dans le secteur automobile et les revendications à y porter. La première, c'est que le « tous ensemble » dans l'automobile ne peut plus se concevoir sans la mobilisation coordonnée de tous les secteurs, en recherchant l'action commune des travailleurs salariés des constructeurs, des équipementiers et des sous-traitants. La deuxième, c'est que les réponses du mouvement ouvrier se condamneraient à l'inefficacité si elles devaient rester enfermées à l'intérieur des frontières nationales. Il en résulte la nécessité de chercher à construire des ripostes organisées au moins à l'échelle européenne. C'est l'enjeu des initiatives à prendre ou auxquelles il faut participer pour multiplier les échanges et mettre en place des réseaux entre les équipes militantes à l'échelle internationale. La troisième, c'est la place centrale que doit prendre la réduction massive du temps de travail dans les revendications. La dernière, enfin, c'est la nécessité de poser à nouveau face aux restructurations en cours ou annoncées la question de la remise en cause des rapports de production capitalistes et de l'expropriation des moyens de production. □

Nationaliser Florange? Chiche! Mais vraiment, et avec tous les emplois!

PAR ROBERT PELLETIER ET HENRI WILNO

« Cette déclaration [pour nationaliser] est tout simplement et purement scandaleuse (...) une nationalisation, c'est une expropriation (...) toute notre société est construite sur un principe essentiel, qui est celui du droit de propriété »
(Laurence Parisot, Medef).

Dans le cadre de la division du travail au sein du gouvernement Ayrault, Montebourg est préposé à la vente d'illusions, au désamorçage des conflits et, en définitive, pour reprendre le vocabulaire du député PS de Moselle, Marcel Liebgot (dont les propos visaient Mittal), à l'« entubage » des salariés. Il ne demeure pas moins qu'avec la proposition de « nationalisation » de Florange, il a remis au goût du jour une perspective, discutable et discutée dans le cadre de la lutte des salariés du groupe Mittal, et aussi ébranlé un consensus idéologique qui jusqu'à présent avait survécu à la violence de la crise. D'où la montée au créneau de Laurence Parisot.

Il y a matière à dénoncer les limites des propositions Montebourg et les illusions qu'elles peuvent véhiculer. Mais au-delà, comment aborder le débat sur la nationalisation ?

LA QUESTION ESSENTIELLE: LES EMPLOIS

Dans une lutte comme celle de Florange, la question essentielle pour les travailleurs, les syndicalistes et les militants qui les soutiennent est celle du maintien des emplois. « Zéro licenciement », « aucune suppression d'emploi » (pour englober intérimaires et sous-traitants) sont les mots d'ordre de base autour desquels l'unité par et pour la mobilisation doit se réaliser dans l'entreprise et, le cas échéant, au niveau local avec les élus, les commerçants (« les salariés, ce sont nos clients »), etc.

Par rapport à cet objectif, selon les cas, l'accent est mis par les équipes militantes sur le partage du travail entre tous les salariés, le maintien des activités, la non-fermeture du site... Il s'agit de convaincre les salariés qu'ils sont dans leur droit: ils n'ont pas

à faire les frais de décisions industrielles résultant de choix patronaux dans lesquels ils n'ont eu aucune part. D'autant que les cas emblématiques de fermeture ou de redimensionnement de grands établissements concernent généralement des groupes qui, dans leur ensemble, sont rentables.

De ce point de vue, les rapports d'expertise élaborés dans le cadre des procédures PSE (plans de « sauvegarde de l'emploi » selon la terminologie officielle, en fait de suppressions d'emplois) sont souvent une arme à double tranchant. Ils peuvent fournir des arguments aux syndicalistes pour critiquer les choix des employeurs entachés d'erreurs de stratégie mais le plus souvent guidés par le souci de privilégier les profits immédiats. Mais leurs conclusions peuvent aussi valider l'idée que ces choix ont eu des conséquences irréversibles (argument pour les patrons actuels et pour les « médiateurs ») et que, donc, il faut faire avec la situation créée. Parfois, ces rapports suggèrent des variantes plus ou moins adoucies du projet initial de la direction.

A l'appui de leurs revendications, et pour maintenir le site, les syndicats sont parfois amenés à mettre en avant des « solutions industrielles » ou des propositions de reprise de l'entreprise. Tout cela est légitime, si cela permet de donner des perspectives à la lutte afin de « limiter la casse » finale en matière d'emplois.

Par rapport à l'objectif de maintien des emplois, la proposition Montebourg ne donnait pas de garantie. Une nationalisation temporaire avec repreneur (même si le repreneur est « sérieux ») est destinée vraisemblablement à déboucher sur une restructuration (du type de celles que la sidérurgie a connues, sous contrôle public, dans les années 1970-80): au mieux, la filière serait

sauvée mais pas les salariés. D'autant que Mittal, qui continuerait à contrôler l'aval, ne ferait pas de cadeau (quand bien même une nationalisation à la mode Hollande s'accompagnerait d'un dédommagement non négligeable: un milliard d'euros selon ce qu'avait avancé Ayrault!).

COMMENT FAIRE AVANCER

LA REVENDICATION DE NATIONALISATION ?

Mais dans la situation d'Arcelor, la proposition, même confuse, de nationalisation à la sauce Montebourg ouvre le débat sur les moyens de la sauvegarde de l'emploi. Très schématiquement, trois positions sont possibles.

On peut d'abord mentionner une position de rejet fondée sur les transformations structurelles de l'économie capitaliste. On la trouve notamment exposée dans un texte signé de Claude Gabriel sur le site Europe solidaire sans frontières². La mondialisation, la dépendance des unités de production les unes des autres, la situation économique du secteur, etc., l'amènent à un rejet total de la problématique de nationalisation de Mittal. Deux citations :

« L'idée de la nationalisation est plus sérieuse mais elle peut néanmoins se heurter, elle aussi, à la dure réalité de la mondialisation financière. S'il est bien d'avoir cette idée en tête sur le plan revendicatif, il faut aussi en connaître les obstacles possibles, cas par cas, et s'assurer que les conditions existent pour en faire un vrai slogan de masse efficace et crédible. Ce qui n'était pas le cas pour Florange. »

« La défense de l'emploi, la défense de l'outil industriel, la lutte contre l'arrogance et la violence patronale ne se suffit plus

d'un horizon national. Cette vision des choses est maintenant largement obsolète dans bien des cas, que ce soit sur Total, Petroplus, ArcelorMittal ou PSA et autres. Le champ de bataille est donc bien définitivement européen.»

Il existe aussi parmi les syndicalistes ou les politiques une position d'abstention du type : « ce n'est pas notre problème, un patron public et un patron privé, ça se vaut ; on veut préserver les emplois ; il faut interdire les licenciements. » Cette position est confortée, notamment dans le cas de la sidérurgie, par l'histoire et la mémoire des salariés de la branche. Nationalisation a été synonyme de restructuration avant rétrocession au privé des activités redevenues rentables.

Face au discours de Montebourg, nous serions plutôt en faveur d'une position du type : pour sauver les emplois, on ne peut faire aucune confiance à Mittal, il faut une vraie nationalisation/réquisition de l'entreprise. Dans ce cadre, il faut dénoncer le pacte fallacieux Hollande/Ayrault-Mittal et mettre en avant une nationalisation/réquisition³ de l'ensemble des sites Mittal, qui ait comme objectif de garantir l'emploi. Ceci doit aller de pair avec notre combat pour l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail.

Cette troisième position liant emploi et remise en cause de la présence de Mittal permet à la fois de donner un cadre global aux mobilisations et de mettre en évidence les reculs des sociaux-libéraux.

Les arguments des partisans des deux premières positions ont une racine commune, qui est de dire « s'il y a vraiment une nationalisation, les travailleurs ne tarderont pas à se rendre compte que ce n'était qu'illusion ». Certes, une nationalisation en système capitaliste n'offre pas de garantie et on a déjà évoqué le cas de la nationalisation suivie d'une restructuration : la suite dépendrait aussi du rapport de forces dans l'entreprise. Certes encore, un Arcelor nationalisé se trouverait confronté à tous les problèmes signalés par Claude Gabriel mais, là aussi, la suite dépendrait de la volonté du pouvoir politique et de la mobilisation sociale pour assurer des débouchés à sa production.

Il faudrait des incursions supplémentaires dans la propriété privée. Ce n'est pas simple et il n'y a pas de garantie. Mais cela donne une perspective. D'ailleurs, dans la pratique et face aux difficultés de la mobilisation, les plus méfiants face aux pièges d'une natio-

nalisation peuvent évoluer vers un « repli » sur un accord tripartite (patronat-Etat-syndicats) entérinant la fermeture du site et des dispositions de départ avec des indemnités extra-légales, largement plus favorables aux salariés, mais sans sauvegarde de l'emploi. L'exemple de Continental agit ainsi de façon contradictoire, par exemple chez PSA : si le rapport de forces ne permet pas la sauvegarde de l'activité, il faut faire payer le maximum au patronat.

Montebourg assortissait sa proposition de la présence au conseil d'administration de l'entreprise de représentants syndicaux avec un « pouvoir de contrôle ». L'expérience des nationalisations effectuées par le gouvernement Mitterrand-Mauroy en 1981 a clairement montré que ce dispositif n'est une garantie suffisante ni en matière d'emploi, ni en matière de salaires ou de conditions de travail.

Mais au total, si un ministre nous dit qu'il faudrait nationaliser Mittal, nous n'avons aucune raison de ne pas dire : « Chiche, mais faites-le vraiment, totalement et sans suppression d'aucun poste ». Et il n'y a non plus aucune raison que Mittal engrange une indemnité d'un milliard d'euros alors qu'il a bénéficié d'aides publiques !

Il n'y a enfin aucune raison de ne pas reprendre le mot d'expropriation des actionnaires comme dans d'autres luttes pour l'emploi et la préservation de sites. Et, au-delà, de remettre sur le tapis la nationalisation des banques quand Moscovici s'acharne à faire de la future Banque publique d'investissement une banque comme une autre, en précisant que son rôle n'est pas de venir « sauver toutes les entreprises de France » tandis que mi-octobre, le futur président de la BPI, Jean-Pierre Jouyet, s'était permis de traiter le site d'ArcelorMittal à Florange de « canard boiteux ».

«EUROPE, EUROPE, EUROPE» ?

L'article de Claude Gabriel soulève un autre problème, au-delà du cas de Mittal. « Le champ de bataille est donc bien définitivement européen » écrit-il. Il a mille fois raison : des politiques économiques et industrielles non-capitalistes seraient moins difficiles à mettre en place au niveau européen et les replis nationaux (du type de celui qui présente la sortie de l'euro comme un préalable) sont une impasse. Mais que faire quand les batailles réelles ne se déroulent pas sur le champ européen mais dans les limites nationales ?



© Wikimedia Commons

Le champ de bataille réel est aujourd'hui largement national: on le voit en Grèce, au Portugal et en Espagne. La journée du 14 novembre à l'appel de la CES en a été une illustration: elle n'a eu de réalité de vraie mobilisation que dans quelques pays. Il faut le déplorer mais c'est un fait. Et les syndicalistes combattifs, les antilibéraux radicaux et les anticapitalistes sont trop faibles et trop peu coordonnés au niveau européen pour peser en faveur de solutions radicales. Le mouvement altermondialiste n'est plus capable de manifestations comme celle de Gênes en 2001.

Claude Gabriel donc, parle, d'*«un contrôle gouvernemental et syndical européen et permanent pour en suivre l'application [de l'accord conclu avec Mittal], voire imposer des améliorations. Une situation de dualité de pouvoir dans laquelle de fortes contraintes s'imposeraient aux droits du capital.»* Mais ce n'est de toute façon pas d'actualité eu égard au rapport de forces dans l'ensemble européen. Il n'y aura de réorientation des politiques macro-économiques et sectorielles de l'Union européenne que s'il y a des mouvements sociaux d'ampleur considérable prenant pour cible les centres de décision économiques

et politiques. Et les seuls qui pourraient se profiler semblent malheureusement pour l'heure enfermés dans des limites nationales. C'est un fait qui risque de peser encore quelques années. Reste donc aux syndicalistes et à la «vraie gauche» à se mettre en situation d'intervenir dans cette situation pour développer les mobilisations réelles et leur donner le caractère le plus offensif possible, tout en évitant illusions et dérives nationalistes.

Et pour revenir aux nationalisations/expropriations/socialisations, certaines sont possibles et nécessaires au niveau national: celle du système financier, par exemple, devrait figurer en tête de l'agenda de tout pouvoir réellement soucieux de donner une issue progressiste à la crise (le niveau européen serait plus pertinent mais est sans crédibilité dans la configuration de l'Europe réellement existante). Ce qui ne veut pas dire qu'elle serait facile à mener à bien et se passerait en douceur. D'autres sont plus difficiles, en particulier dans l'industrie en raison des évolutions du tissu productif liées à la mondialisation capitaliste⁴. Dans le cas d'Arcelor, il se trouve qu'un des principaux clients est justement l'automobile où, face aux liquidations d'emplois chez

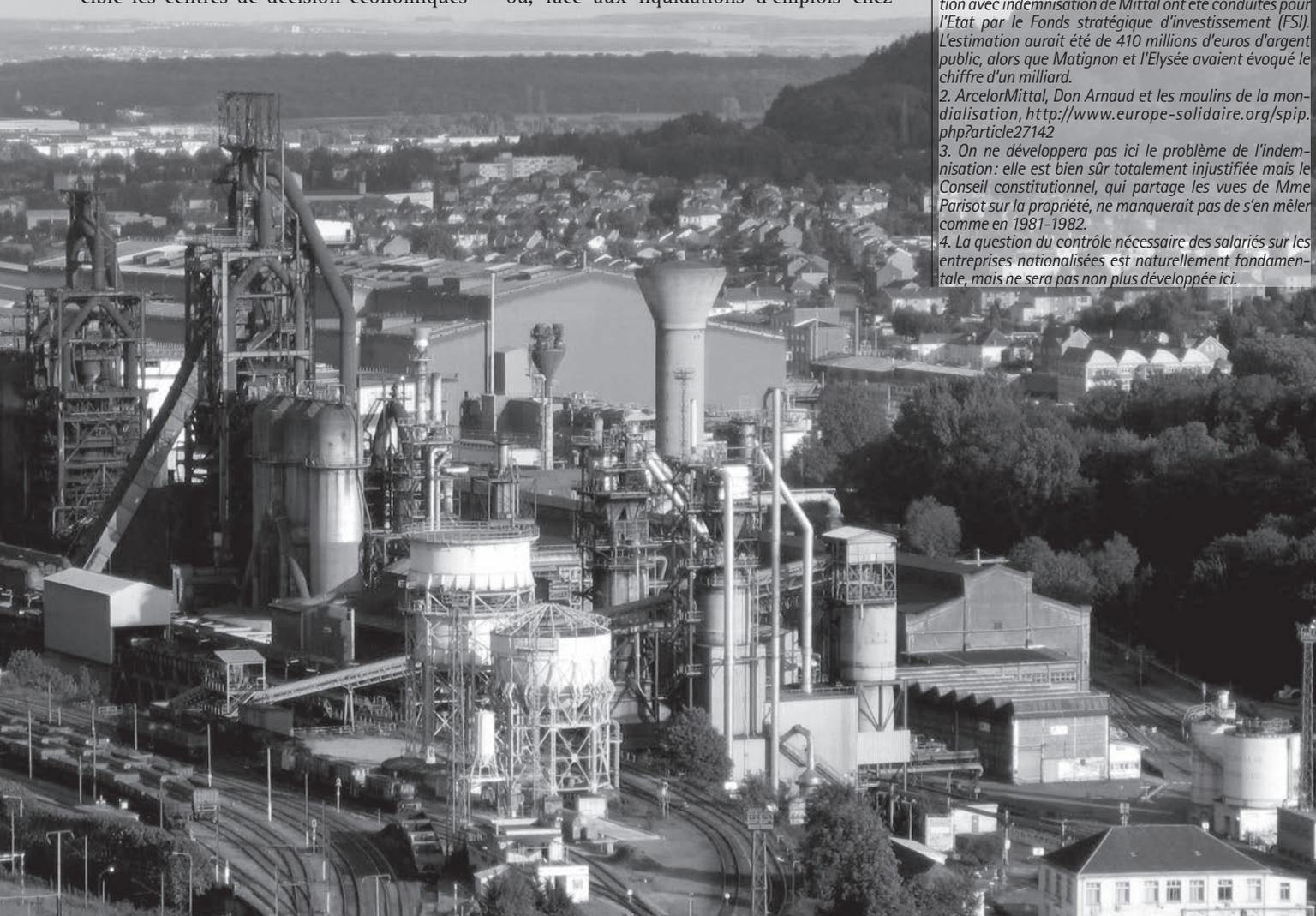
PSA ou à l'agressivité sociale de Renault (qui menace les syndicats de mesures dramatiques de fermeture de sites et de suppression d'emplois), la prise de contrôle par l'Etat et les salariés serait entièrement justifiée et permettrait aussi de jeter les bases d'une reconversion écologique de l'activité. Le mouvement ouvrier ne peut pas se priver de ce thème d'agitation. Les succès en matière de lutte pour la sauvegarde des emplois sont rares, et toujours provisoires. L'intervention de l'Etat et/ou des régions peut aider à trouver des solutions, là aussi partielles et provisoires, mais qui confortent les équipes militantes, non seulement dans la justesse de leur combat mais dans la possibilité de gagner. Au célèbre *«l'Etat ne peut pas tout»* de Jospin et à l'arrogance de Parisot, nous devons opposer des pistes de mobilisation, des espoirs de victoire. Et de toutes les manières, une sortie non régressive de la crise économique imposera des incursions importantes dans le champ de la propriété privée. □

1. Il est à remarquer que pour appuyer les besoins de leur démonstration, Hollande et Ayrault ont sans doute multiplié la facture par deux. D'après Le Canard enchaîné du 12 décembre, des études sur le coût d'une nationalisation avec indemnisation de Mittal ont été conduites pour l'Etat par le Fonds stratégique d'investissement (FSI). L'estimation aurait été de 410 millions d'euros d'argent public, alors que Matignon et l'Elysée avaient évoqué le chiffre d'un milliard.

2. ArcelorMittal, Don Arnaud et les moulins de la mondialisation, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article27142>

3. On ne développera pas ici le problème de l'indemnisation: elle est bien sûr totalement injustifiée mais le Conseil constitutionnel, qui partage les vues de Mme Parisot sur la propriété, ne manquerait pas de s'en mêler comme en 1981-1982.

4. La question du contrôle nécessaire des salariés sur les entreprises nationalisées est naturellement fondamentale, mais ne sera pas non plus développée ici.



Lumières et ombres du processus bolivarien

PAR FRANCK GAUDICHAUD

Penser le processus bolivarien au Venezuela est indispensable pour comprendre une partie des évolutions de l'Amérique latine actuelle. La «révolution bolivarienne» et l'arrivée au gouvernement d'Hugo Chávez en 1998 ont signifié une inflexion – puis de profonds changements politiques et sociaux – pour ce pays pétrolier

dépendant, patrie du héros de l'indépendance sud-américaine, Simon Bolivar. Chávez a également su s'imposer sur la scène géopolitique régionale comme un acteur incontournable. Manne pétrolière, repolitisation de la société, importantes réformes sociales, lancement d'une dynamique de participation populaire, nationalisme anti-

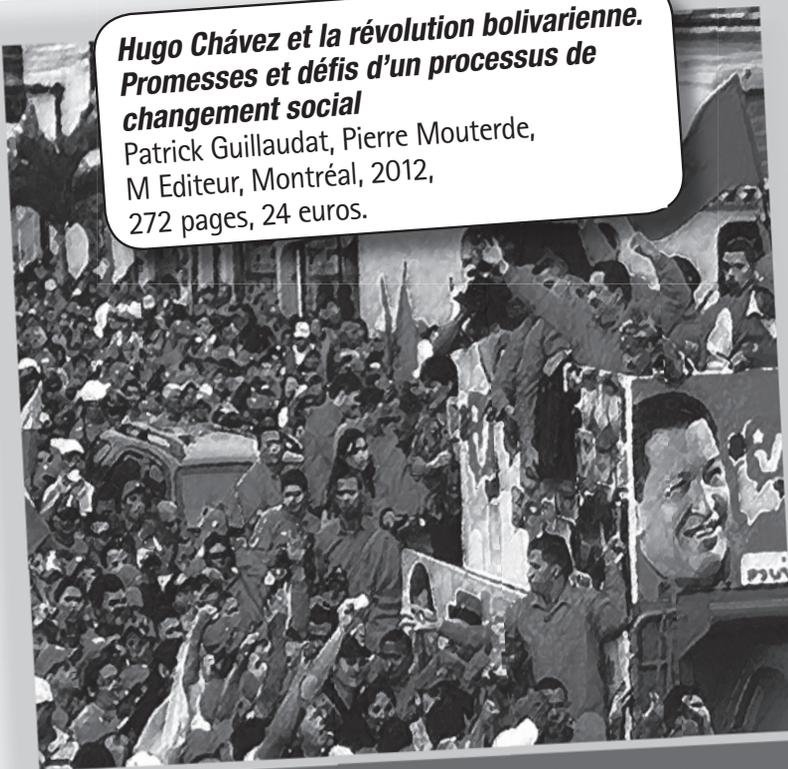
impérialiste, appels au «socialisme du XXI^e siècle»: autant d'ingrédients qui font l'originalité du cocktail bolivarien et ont attiré l'attention – voire parfois subjugué – toute une partie de la gauche mondiale, quelle soit sociale-libérale, anticapitaliste ou réformiste. L'hexagone n'échappe pas à la règle. Il suffit de constater avec quel déchaînement

les moyens de communication dominants peuvent (mal)traiter régulièrement le gouvernement vénézuélien, à coups de divers «mots doux», pour confirmer, si besoin était, l'impact et l'intérêt politique de cette expérience. Ceci, d'autant plus, au moment où les crises du capitalisme semblent obscurcir l'horizon des alternatives radicales: alors que les peuples de l'Europe sont saignés aux quatre veines, des airs frais de post-néolibéralisme nous viennent de l'autre côté de l'Atlantique. Mais qu'en est-il vraiment? Et avec quels outils décrypter les réalités de ce qui est parfois présenté comme un dangereux «populisme» ou «bonapartisme» par les uns ou comme l'incarnation d'un authentique «socialisme du

XXI^e siècle» par les autres? Quelques rares auteurs ont déjà commencé ce travail, mais la plupart du temps en espagnol ou en anglais. C'est le cas du sociologue (et altermondialiste) vénézuélien Edgardo Lander ou du politiste anglo-saxon Steve Ellner. En France, un premier pas a été franchi en 2009 par une équipe d'universitaires, démontant au passage un certain nombre d'affabulations, mais en se positionnant essentiellement depuis le champ académique¹. Dans ces conditions, la publication d'un livre en français, rédigé à quatre mains, qui cherche à expliquer de manière claire la «révolution bolivarienne», avec esprit critique et en assumant jusqu'au bout une tonalité militante, est une très bonne nouvelle. Les deux compères qui commettent cet opus nous avaient déjà offert par le passé un voyage stimulant au travers des luttes chiliennes durant la dictature de Pinochet². Pierre Mouterde est journaliste et militant de *Québec solidaire*, bon connaisseur de l'Amérique latine; quant à Patrick Guillaudat, docteur en anthropologie, il est aussi syndicaliste à Sud Rail, militant du NPA et membre de l'association de solidarité France Amérique Latine. Leur ouvrage est issu d'un long travail de recherche (en témoigne la bibliographie) mais aussi de plusieurs séjours sur place, au Venezuela. Leur pari? «*Evaluer de manière critique les années Chávez sans en écarter le formidable potentiel de transformation sociale*» et

Hugo Chávez et la révolution bolivarienne. Promesses et défis d'un processus de changement social

Patrick Guillaudat, Pierre Mouterde,
M Editeur, Montréal, 2012,
272 pages, 24 euros.



**Hugo Chávez
et la révolution bolivarienne**

Promesses et défis d'un processus
de changement social

Patrick Guillaudat et Pierre Mouterde



« tenter de faire la généalogie de cette révolution, d'en retrouver le fil, d'en montrer les dynamiques internes et les tensions, les possibles dépassements et d'en déchirer les énigmes ». Selon eux, l'axe central d'une telle tentative doit consister en ce que devrait être toute approche marxiste critique : partir de la dynamique réelle du conflit social et anti-impérialiste étudié ; chercher à en restituer les difficultés et conquêtes. Et surtout, historiciser et contextualiser le processus analysé. Toute la première partie du bouquin sur l'héritage colonial et ses conséquences gigantesques en termes de dépendance, mais aussi sur « la malédiction pétrolière » et la formation sociale clientéliste qu'elle a forgée, nous semble très réussie.

UN PROCESSUS « PASSABLEMENT ATYPIQUE »

Ce livre tente d'éviter deux écueils majeurs. Tout d'abord, celui de disqualifier le processus bolivarien a priori en lui appliquant – sans chercher à comprendre – l'étiquette de « populisme ». D'autre part, refuser de se faire « le propagandiste éclairé » du gouvernement Chavez, « en se limitant à ne faire ressortir que les côtés positifs de cette révolution, mettant implicitement entre parenthèses tout ce qui pourrait faire problème, comme si la solidarité militante exigeait de ne jamais franchir une certaine ligne ». Bien entendu l'exercice n'est pas aisé et on sent au fil des pages que l'équilibre choisi est parfois instable, les auteurs préférant clairement insister *in fine* sur les avancées

sociales et démocratiques, plutôt que de hurler avec les loups néolibéraux. Selon eux, le processus de transformation au Venezuela serait « passablement atypique » : « S'il a pour point de départ la victoire électorale d'un ex-militaire putschiste à l'indéniable charisme et si, à ses débuts, il s'est moins caractérisé par des mesures proprement révolutionnaires que par d'importantes réformes, il n'en a pas moins touché à deux piliers majeurs de la politique vénézuélienne : la gestion de sa richesse pétrolière et l'orientation de sa politique étrangère. Il a même fini par suivre un cours tangentiellement révolutionnaire. Lorsque fouetté par les tentatives de déstabilisation répétées d'une opposition de droite hargneuse, non seulement a-t-il donné lieu à d'énergiques réactions populaires, mais encore il a permis de consolider, autour d'une manifeste volonté de révolution, un secteur important des forces armées ».

Cet écrit n'occulte cependant à aucun moment la permanence d'un Etat rentier et corrompu, un modèle de développement extractiviste qui peine à diversifier l'économie, le maintien d'un immense secteur privé articulé à plusieurs formes de capitalisme d'Etat ou encore le poids croissant d'une « bourgeoisie bolivarienne », qui n'entend pas se laisser déposséder par les classes populaires mobilisées. La politique internationale, parfois erratique, du gouvernement est aussi expliquée, tout comme est dénoncée le soutien apporté par ses

dirigeants à plusieurs dictateurs du Moyen et Proche-Orient, au nom d'un anti-impérialisme campiste désastreux³.

DYNAMIQUE DE RUPTURE

L'objet de ce bref compte-rendu n'est pas de revenir en détail sur les différents thèmes abordés. Parmi eux, notons l'intérêt particulier du chapitre sur le mouvement syndical et ouvrier, analysant assez finement les difficultés de la construction d'une nouvelle centrale « lutte de classe » (l'UNETE) face au syndicalisme mafieux issu du système politique précédent. Là encore, on voit bien la pression pour des militants anticapitalistes qui cherchent à construire un mouvement ouvrier indépendant, défendant l'idée du contrôle ouvrier et qui se trouvent rapidement en butte avec la bureaucratie, les patrons et les velléités de contrôle par en haut de la part du ministère du travail⁴.

A souligner également, cette fois sur le plan théorique, la discussion amorcée par Guillaudat et Mouterde sur la question de la « bataille de l'hégémonie », en prenant leur distance avec les positions de Chantal Mouffe et d'Ernest Laclau, très en vogue en Amérique Latine (et qui tendent à laisser de côté la problématique essentielle de la propriété des moyens de production). Dans leur conclusion, les auteurs semblent confiants dans la capacité du mouvement populaire bolivarien à approfondir les conquêtes qu'il a mis en place et à poursuivre une dynamique de rupture avec l'ordre établi. Alors

qu'au moment où nous écrivons ces lignes, le président Chávez annonce son possible retrait de la vie politique (transitoire ou définitif ?) du fait d'un cancer, c'est précisément la possibilité d'un processus de changement sans et au-delà de l'hyper-présidentialisme chaviste qui est en jeu. Même si nous sommes certainement moins optimistes que les auteurs sur divers points de la conjoncture vénézuélienne, ce livre permet de se poser les bonnes questions, sans jamais tomber dans la caricature. Une lecture indispensable pour alimenter le débat sur cette expérience qui démontre que l'intégrisme néolibéral peut être remis en cause, y compris à la périphérie du système-monde capitaliste. □

1. O. Compagnon, J. Rebotier, S. Revet (dir.), Le Venezuela au-delà du mythe, Chávez, la démocratie, le changement social, Les Éditions de l'Atelier, Paris, 2009.
2. Les mouvements sociaux au Chili : 1973-1993, l'Harmattan, Paris, 1995.
3. Voir le dossier sur le Venezuela dans TEAN La Revue n° 38 de janvier 2013.
4. Lire notre analyse de conjoncture sur « Les tensions du processus bolivarien : nationalisme populaire, conquêtes sociales et capitalisme rentier » ainsi que l'entretien réalisé à Caracas avec des militants de Marea Socialista, courant anticapitaliste bolivarien, dans le numéro de novembre-janvier 2013 de la revue Inprecor (articles accessibles en ligne www.inprecor.fr/article-inprecor?id=1380 et www.inprecor.fr/article-inprecor?id=1381).

Jan Švankmajer, la survie devant soi

PAR GILLES BOUNOURE

À Paris, jusqu'au 12 janvier, la galerie Les Yeux fertiles¹ ouvre au public les coulisses de *Surviving Life*, le dernier film de Jan Švankmajer, maître absolu de l'animation. Retour sur la carrière de ce réalisateur méconnu du grand public.

Tim Burton, après nombre d'autres cinéastes de premier plan, a reconnu tout ce qu'il devait aux films de Jan Švankmajer, à commencer par son *Alice* de 1989, abondamment pillée depuis. Selon Milos Forman, formé au cinéma en même temps que lui, «*Buñuel + Disney = Švankmajer*». Pourtant, cet artiste tchèque, né en 1934 et dont les premières productions remontent à 1964, est resté peu connu du grand public européen. Ce n'est pas faute de publications ou de prix signalant la dimension exceptionnelle de son œuvre : grand prix du festival d'Annecy et Ours d'or à Berlin en 1983, récompense du «*meilleur film d'animation des trente ans du festival*» à Annecy en 1990, etc. Ce réalisateur ne garde pas non plus ses œuvres pour lui.

Beaucoup de ses films se trouvent en libre accès sur Internet, comme la plupart de ses courts-métrages. Y compris son dernier long métrage, *Surviving Life* (en version française *Survivre à sa vie – théorie et pratique*), acclamé à l'ouverture de la Mostra de Venise 2010, qu'il est ainsi permis et même recommandé de voir sur YouTube, en préparation, complément ou substitut de l'exposition parisienne qui lui est consacrée, à la galerie Les Yeux fertiles, jusqu'au 12 janvier.

TRAVAUX CLANDESTINS Švankmajer admet volontiers ce qu'il y a de volontaire et de subi dans l'«*occultation*» persistante de son œuvre. D'abord le surréalisme, qu'il a fait sien dès les années 1960 et dont il n'a cessé depuis de démontrer, «*théorie et pratique*», la vitalité et les ressources inépuisables. Puis Prague, qu'il s'est refusé à quitter dans les pires moments, quand tant d'autres passaient «*à l'Ouest*», aussitôt auréolés d'une gloire parfois douteuse. Que pouvait un artiste surréaliste dans la Tchécoslovaquie néo-stalinienne de ces années-là, interdit de tournage et soumis à des tracasseries de tous ordres ? Rien ? Il n'en



était pas question. Multiplier les travaux clandestins à partir des matériaux les moins soupçonnables et les moins coûteux, essayer de les faire connaître avec des moyens dérisoires tout en déjouant police et censure... Plus de trois décennies de «*démocratie à l'occidentale*» en République tchèque n'auront modifié sa situation qu'à la marge. Le cinéaste, également sculpteur, collagiste, graveur, théoricien et expérimentateur, est certes libre depuis 1989 de voyager et de présenter ses œuvres à l'étranger. Il est même fêté actuellement par un grand musée pragois qui lui consacre dix de ses salles.

Mais on lui a refusé les moyens de tourner *Surviving Life* comme il l'avait prévu, avec de vrais acteurs dans de vrais décors. «*Scénario*» le ramenant des dizaines d'années en arrière et lui faisant réécrire son film pour le tourner au plus bas coût, avec les outils d'antan, papiers découpés, colle et ciseaux... dont on admirera les prodiges aussi bien à l'écran que dans les décors et layouts exposés par Jean-Jacques Plaisance aux Yeux fertiles (nom de galerie inspiré d'un célèbre livre d'Éluard et Man Ray). Ce film et l'histoire de sa fabrication offrent des enseignements politiques n'incitant à aucun optimisme, et son titre laisse déjà entendre tout ce qu'il doit à l'humour noir. Mais en le portant à son comble, il en fait aussi un instrument de revanche et de libération, rappelant qu'il n'y a pas de vie ou même de survie possibles sans le rêve et l'imagination. □



¹ Galerie Les Yeux fertiles, 27, rue de Seine, 75006 Paris.

La Résistance en art

PAR GILLES BOUNOURE

L'exposition « l'Art en guerre, France 1938-1947 », au musée d'Art moderne de la Ville de Paris, retrace le parcours des artistes surréalistes pendant la guerre. Un parcours de résistance, riche en œuvres originales.

Le musée d'Art moderne de la Ville de Paris présente jusqu'au 17 février « l'Art en guerre, France 1938-1947 ». Une exposition de premier intérêt à la fois pour la leçon d'histoire qu'elle dispense et pour les quelque 400 œuvres qu'elle offre aux regards. À l'été 1942, voilà soixante-dix ans, ce même musée ouvrait ses portes au public pour la première fois, sous prétexte de ne pas laisser ses murs à la disposition de l'occupant, mais sans doute aussi pour lui disputer le monopole des expositions, à l'instar de celle du sculpteur nazi Arno Breker présentée entre mai et juillet à l'Orangerie. Bien sûr, on avait débarqué de sa direction Jean Cassou, communiste et résistant, et écarté tout vestige « d'art dégénéré » au profit de peintres certifiés français – c'est-à-dire non juifs – et de sujets vantant le « travail-famille-patrie » si cher à Pétain : maternités, athlètes, vases et pichets... L'exposition « l'Art en guerre » offre, pour mémoire, quelques-unes de ces pièces d'art « officiel » et n'omet pas de rappeler que les peintres André Derain, Maurice de Vlaminck, Kees van Dongen, le sculpteur Paul Belmondo et divers autres allèrent,

toute honte bue, se produire en Allemagne pour faire leur cour à Goebbels. Mais tel n'est pas le sujet de cette exposition.

« ENNEMIS POTENTIELS »

Partant de l'exposition surréaliste parisienne de 1938, qui augurait les malheurs imminents plusieurs mois avant Munich, elle suit nombre de ses concepteurs, peintres expatriés, juifs comme Victor Brauner ou allemands comme Hans Bellmer et Max Ernst (déchu de sa nationalité par les nazis dès 1933), dans leurs cachettes ou dans les camps (Gurs, Les Milles...) où l'État français interna préventivement ces « ennemis potentiels ». Elle évoque ceux auxquels ni Vichy ni les nazis n'osèrent toucher, tels Pablo Picasso, à qui l'on avait constamment refusé la nationalité française, ou Vassily Kandinsky, dont on peut voir six des œuvres ultimes, autant de cimes. Elle montre, souvent pour la première fois, les créations de persécutés alors connus, comme le peintre et sculpteur Otto Freundlich, ou inconnus, Charlotte Salomon notamment, attendant en prison ou dans les camps qu'on les envoie à la mort, individuelle ou de masse. Elle s'achève par les recherches des survivants pour frayer, la Libération venue, de nouvelles pistes s'inspirant en particulier de l'art des aliénés, des marginaux ou des peuples colonisés...

La place manquant ici pour décrire chacune des quatorze sections de ce parcours à la fois chronologique et thématique, on soulignera seu-

lement la justesse de leurs choix et l'excellente mise en contexte résultant de leur disposition. C'est le cas, par exemple, des vitrines sombres et un peu à l'écart rassemblant les créations des prisonniers, métaphore assez évocatrice de leur sort. On peut regretter que, s'ouvrant sur l'exposition surréaliste de 1938, « l'Art en guerre » ne fasse pas mention de l'exposition surréaliste de 1947, également parisienne et certainement prémonitoire elle aussi de désastres futurs. Oubli rendu négligeable par l'abondance et la grande variété des œuvres présentées, les surprises qu'elles procurent souvent – dont les tableaux au vitriol de Joseph Steib – et la rigueur historique de l'ensemble de cette manifestation. Il y a enfin le message qu'elle délivre. Son titre, ambigu, peut laisser

croire que les artistes se sont mis au service de la guerre, dans une logique de propagande et d'asservissement de l'art. Ce qu'elle fait valoir au contraire pour le meilleur et le plus grand nombre des artistes cités, c'est la résistance dont ils ont fait montre. Une résistance par l'art, début de la liberté et prélude à l'émancipation intégrale. □

1. Voir la chronique et l'entretien avec DOA publiés dans le n° 34 de TEAN La Revue.

© DR- ADAGP/ Anton Räederscheidt, Camp de femmes (Gurs), 1940. Gouache, Collection particulière. Paris 2012.



